



## I. Le décor

Le groupe III du GIEC est celui chargé de faire des propositions afin d'éviter le dit « dérèglement climatique » prédit sur ordinateurs par d'autres expert-e-s d'un autre groupe du GIEC le I (dont le CEA J.Jouzel était vice-président). Cet autre groupe a désigné définitivement le rejet de carbone dans l'atmosphère par les activités humaines à traiter comme unique "coupable". Tous ces experts réclament qu'il faut faire quelque chose, avec les grosses ONGiecs qui font l'écho, c'est ce dont est chargé ce groupe III.

Bien qu'ils/elles passent bien souvent d'une ville du monde à une autre dans les grands hôtels pour en discuter depuis des années, décennies même, les expert-e-s du groupe III ont accouché d'une unique souris : **taxer le carbone**, enfin... comme chacun-e sait, pas celui des avions, pas celui des bateaux de la délocalisation.

Les avions représentaient 12% du pétrole des transports civils en 2000 ([là](#)) et, alors que le chiffre global de tous les transports a beaucoup augmenté, c'est devenu 13,4 % du pétrole de tous les transports terrestres en 2016 (chiffre Commission Européenne, [là](#)). De plus ce que transporte surtout ces avions, c'est le jet-fuel pour qu'ils puissent arriver au bout du voyage sans tomber (c'est pour ça que les terroristes les aiment bien). Et il est annoncé, notamment par Airbus, que ça va doubler d'ici 2040. Ces avions sont pour au mieux quelques pourcents des humains les plus aisés de la planète et encore, parmi ceux/celles là, c'est surtout pour toujours les mêmes. GIEC/ONGies sont notoirement parmi les grand-e-s utilisat/eur/rice/s. Traiter cette exemption de taxe carbone sur avions/bateaux de la délocalisation, n'était pas à l'ordre du jour de la "grande" COP-21. Derrière l'AOCI autre organisme onusien (celui de l'aviation), les UNFCCC/GIEC/UNEP/World Bank répondent en cœur qu'un texte de 1946 avait décrété que ce pétrole des avions était intouchable. Mais les ménages eux payent une taxe carbone depuis plusieurs années.

Mais on n'est pas ici pour critiquer l'aviation mais le GIEC, son hypocrisie ou son incohérence. Il faudrait savoir, le carbone est dangereux pour le « climat » oui ou non ?

Alors cet ONU sien GIEC, pourquoi ? pour qui ?

Ceux qui tiennent le carnet de chèque des contribuables et décident des taxes et des subventions sont les élu-e-s. Aussi l'outil-marteau intrinsèque du GIEC est le "*résumé à l'attention des décideur/r/se/s*". Les élu-e-s sont visé-e-s beaucoup par la voie des médias. Avant chaque échéance, les drames climatiques semblent se multiplier dans le monde, surtout quand c'est loin, puis ça retombe une fois les signatures obtenues.

Le rôle des expert-e-s du groupe III du GIEC dont on parle maintenant est de travailler à orienter l'économie mondiale dans le sens que les forces actives dans, mais on va voir que c'est peut-être plutôt derrière le GIEC, désirent.

## II. Bangkok mai 2007 : c'est désormais officiel, GIEC rime avec nucléaire

On trouvait la chose suggérée dans certains rapports du GIEC/UNEP. Robert T. Watson\* bientôt président du GIEC, Richard H. Moss du Batelle *Pacific Northwest National Laboratory* et le Zimbabweien et M.C. Zinyowera sont Directeurs de publication du "Document Technique I" du GIEC/PNUE/UNEP/OMM/WMO 1996 : "*Techniques, politiques et mesures d'atténuation du changement climatique*". On y lit "par exemple", p. 45 (version française) :

*"Il en va de même pour l'évolution future de l'énergie nucléaire qui ne devrait pas connaître de problèmes d'approvisionnement en uranium et en thorium"*

p. 49 :

*"5.2.4. Passage à l'énergie nucléaire*

*Dans de nombreuses régions du monde, l'énergie nucléaire pourrait remplacer les combustibles fossiles utilisés pour produire l'électricité de base..."*

\* Robert T. Watson PhD de chimie de la London University en 1973, il commence au Jet Propulsion Laboratory: California Institute of Technology, puis à la NASA où il a travaillé sur l'ozone (présentation à l'UNEP 1991) puis il intègre une Commission scientifique de la Maison Blanche de 1993 à 1996 et sera aussi *Chief Scientist* à la *UK Department of Food, Environment et Rural affairs*, a un poste de sciences environnementales à la University of East Anglia, devient Directeur de direction stratégique pour le Tyndall centre créé en 2000, sorte de Think Tank dirigée par C. Le Quééré, prof. à cette Université de Est Anglia.

Il devient une sommité du GIEC, souvent 1er auteur ou éditeur des rapports de 1995 à 2001, Dans un rapport Technique 1996, comme dans la synthèse 2001 son attribution officielle est "World Bank" (où il est *Director for*

*Environmentally and Socially Sustainable Development, ESSD*). Il a été le président du GIEC de 1997 à 2002 (remplacé par R. Pachauri). Il a été vice-président du Global Biodiversity Assessment de l'UNEP.

Finalement l'adoption du nucléaire par le GIEC a été **officialisée** suite à la réunion de **3 jours à huis-clos** à Bangkok le 04 mai 2007. Elle a validé un texte écrit par 33 expert-e-s du groupe III. Ils et elles ont écrit ceci ([ici](#), p. 13) :

*"Au vu des coût des autres options de fourniture [d'énergie], l'énergie nucléaire qui a contribué à 16% de la fourniture d'électricité en 2005, peut avoir 18% de la fourniture totale d'énergie en 2030..."*

Le Président du GIEC revendique cette nouveauté à l'aube de la COP21 :

*"pour le GIEC", "nous", à commencer avec le 4ème rapport [Bangkok], ces énergies que nous voyons pour garder la température sous le 2°C incluent le nucléaire ([ici](#), copie [là](#), à 3 mn).*

Pourquoi un organe ONU sien qui annonce prendre des décisions pour le bien de l'humanité discute-t-il à huis-clos ? ?

L'article de la revue américaine (publiée par l'AAAS) *Science* (Volume 316, Issue 5826, 11 MAY 2007, p. 812, [ici](#)) qui commente l'événement mentionne un secret apparemment de polichinelle :

*"Media reports had predicted bitter disputes between IPCC' member countries. For example, China was expected to insist on softening statements that might suggest that its fast-growing and fossil-fueled economy might need to be slowed, whereas the United States was expected to bully for nuclear power."*

traduit :

*"... avaient prédit... que les États-Unis fassent une forte pression en faveur de l'énergie nucléaire"*

Le terme *bully* utilisé, quelqu'un qui intimide, qui fait souffrir des plus faibles, est révélateur.

Et c'est ce qui s'est produit. Le journal suisse *Le Temps* du 26 juin 2007 qui rapporte l'évènement, cite le correspondant d'*Associated Press*, Michael Casey, un initié qui a eu le privilège d'assister lors de négociations. *"Il a noté deux moments forts: (...) Et celui où « la délégation des États-Unis a donné de la voix pour vanter le rôle que pourrait jouer l'industrie nucléaire dans les efforts visant à réduire les gaz à effet de serre »."*

L'utilisation de atome militaire puis « civil » est né aux États-Unis, première puissance atomique mondiale, l'un boostant l'autre. Or la plupart des réacteurs US ont déjà atteint ou dépassé l'âge de la retraite. Le lobby gratte du sabot depuis les annulations de commandes après la fusion partielle d'un réacteur à Three Mile Island.

La phrase écrite par le Groupe III du GIEC a été illico transcrite par la World Bank ([Fig. 1](#)).

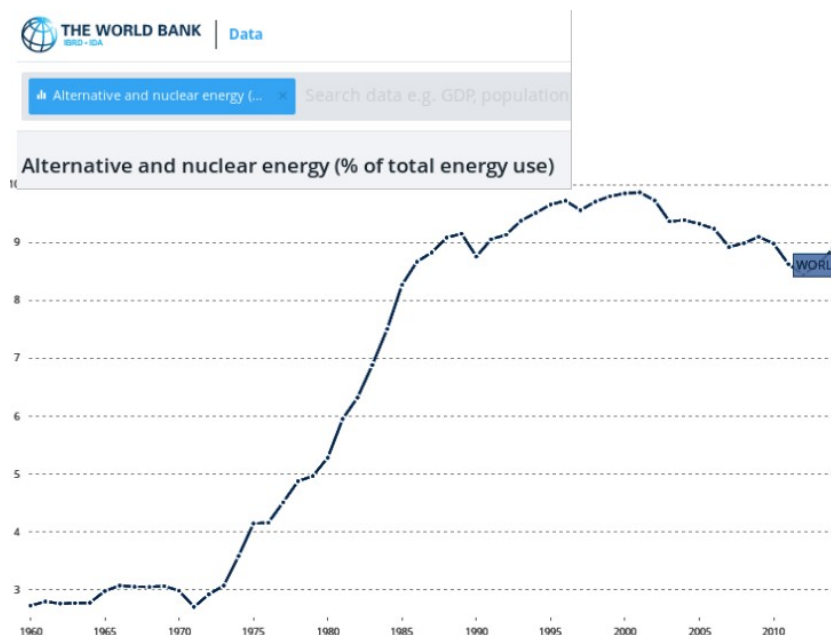


Fig. 1. Après la validation du nucléaire par le huis-clos de Bangkok, la World Bank ([Annexe II](#)) vient en renfort en diffusant désormais sur son site une courbe unique, sans différenciation, pour le mélange nucléaire-renouvelable

Cela est vrai aussi dans les tableaux de la World Bank où on découvre par exemple que la France est le 3ème pays le plus "propre" au monde derrière le Paraguay et l'Islande, "le" chiffre {alternative-and- nuclear-energy} à l'appui... alors que Soudan, Tanzanie, Togo, Yemen, Zimbabwe, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Haïti, etc. y apparaissent comme de sales cochons faisant leur électricité avec du carbone.

La phrase du rapport est plus ambitieuse qu'un renouvellement, sachant que les ressources en métal lourd uranium sont très limitées :

- i) symbole fort, elle demande qu'on aille au delà du pourcentage existant,
- ii) cela sur une consommation rentrée comme en augmentation constante dans tous les modèles retenus par le GIEC.

Les deux ensemble, s'ils sont appliqués, garantissent un avenir plus que serein au lobby nucléaire mondial. Les États-Unis ont donc obtenu à Bangkok ce qu'ils voulaient. Avec Rosatom qui exporte, les russes n'avaient pas à s'en plaindre.

Pour protéger un "argument" très utilisé pour le « climat : "tous les experts le disent", le huis-clos n'a pas été inutile. On en a un tout petit écho dans *Science* :

*"Même cette validation/approbation [endorsement] prudente a déclenché ce que Sathaye appelle une discussion alimentée à l'adrénaline, qui s'est terminée avec l'Autriche, fermement anti-nucléaire, qui a insisté pour une note bas de page disant qu'elle ne peut pas être d'accord avec cette position."*

[Jayant SATHAYE du Lawrence Berkeley National Laboratory, est l'un des 33 qui a signé ce texte, voir § III]

Sans même s'attarder sur ce qu'il entendrait par "non prudent", l'auteur américain de l'article ne ressent pas le besoin de se mettre à la place de l'Autriche qui se retrouve au milieu de "*fermement pro-nucléaires*". La raison du plus fort a toujours été la norme. Seul-e-s celles/ceux qui s'en écartent sont étiqueté-e-s.

Toujours est-il que la note bas de page, trace restante des échanges virulents dans le huis-clos, figure dans le document final :

*"l'Autriche ne peut pas être d'accord avec cette phrase"*

Ce que l'X-télécom Michel Petit, le CEA Jean Jouzel et al. nos représentants GIEC, ont traduit pour nos élu-e-s ([ici](#), page numérique 14).

Comment le GIEC justifie-t-il ce choix écrit dans le texte mis à l'adoption ?

Par des petits diagrammes simples de simulation du "long terme", avec des petits bâtons par exemple comme la fig. SPM.9 de ce rapport de Bangkok ([là](#), p. 17) :

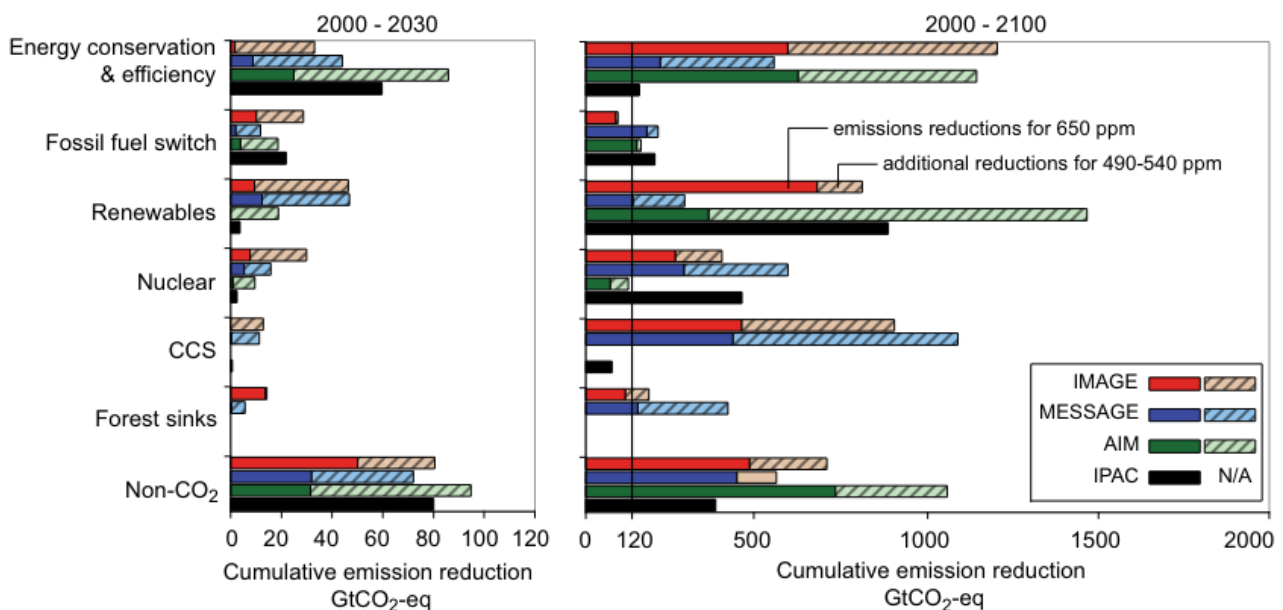


Fig. 2 "Figure SPM.9: Cumul des réduction d'émissions pour des mesures alternatives de mitigation pour 2000 à 2030 (panneau de gauche) et pour 2000-2100 (panneau de droite)"

Ces "analyses systèmes" sont conçus par quelques groupes. Il s'agit d'une cascade de modèles peut-être très simple(istes) qui doivent être emboîtés les uns dans les autres, pour traiter de ce qu'est le futur. Un très grand nombre de choix et de devinettes ont à être faits sur les sujets des plus variés (techniques, sociologiques, etc.), des choix humains qui sont ce qu'on rentre dans les machines.

- La première chose qui saute aux yeux dans cette fig. SPM.9 (Fig. 2) sont les contradictions entre les valeurs retenues par les un-e-s et les autres pour l'efficacité énergétique et la capture de CO2 [CCS]. Soit certains de ces choix arbitraires sont proches de la supercherie (afin de relativiser d'autres chiffres ce qui embrouille les pistes), ou bien c'est essentiellement l'imagination et les espoirs des quelques auteur-e-s que ces modèles représentent.
- Regardons ce qui est moins folklorique bien que humain également. Comparons les choix proposés pour renouvelables et pour nucléaire. Ce rapport de 23 pages s'abstient de donner la provenance des modèles. Pour cela on est sensé connaître d'autres rapports GIEC amont et aval.
  - Le modèle MESSAGE ([là](#) copie [là](#)) met à peu près deux fois plus de nucléaire que de renouvelable. Il est produit par une ONG assez particulière, l'Institute for Applied Systems Analysis, IIASA, que l'on présente ailleurs, [là](#).
  - Le modèle IMAGE du Netherlands Environmental Assessment Agency (PBL/RIVM) qui est en même temps un centre UNEP/GIEC, et également proche de l'IIASA, met de 60 % à 110% de nucléaire par rapport au renouvelable;
  - Le modèle IPAC chinois, qui repose sur des sous-modèles du US *Pacific Northwest National Laboratory* du DoE, met moitié de nucléaire que de renouvelable.
  - Le modèle AIM, Asian-pacific Integrated Model (NIES Tsukuba et Kyoto Un. au Japon, Asie), met beaucoup de renouvelable, avec comparativement 8% à 18% de nucléaire.

Des milliers d'autres calculs différents auraient pu être présentés. Dans les 4 choisis pour ce rapport trois prévoient d'utiliser beaucoup d'uranium et même, pour le modélisation MESSAGE de l'IIASA, de supposer que c'est des "surgénérateurs", qui fonctionneraient.

- Ce **rapport abscons** est objectivement **incompréhensible des décideu-se-r-s** auquel-le-s, parait-il, il s'adresserait. Sa seule dite légitimité est que **ces experts sont censé-e-s**, selon eux/elles qui l'écrivent (dans un résumé technique qui vient plus tard, en septembre 2007) "**représenter les décideu-se-r-s**". Par ce ricochet, ils font leur petite tambouille en famille dans une obscurité totale, les décideu/se/r/s n'étant visiblement que des portes-crayons pour signer à l'emplacement indiqué.
- Un court paragraphe "Nuclear Energy" du GIEC III-2007 énumère quelques chiffres comme on ferait l'inventaire d'une épicerie l'air blasé ([ici](#)). On y lit que le Japon en 2015 produira 40 % de son électricité au nucléaire, que la Chine a fait le nécessaire pour s'assurer l'achat futur de milliers de tonnes d'uranium d'Australie. A la fin : "*L'énergie nucléaire est donc une option effective d'atténuation des GES, particulièrement via l'extension des licences des sites existants permettant des investissements de remise en état et d'amélioration.*" ce qui est une sorte de conseil de prolongation des durées de vie de vieux réacteurs.
- Ces *modèles* du rapport Bangkok-2007 prétendent voir à tout. C'est bien sûr faux. Alors qu'ils en conseillent l'usage, que le GIEC pousse à la prolongation de l'utilisation de vieux réacteurs, ils ignorent les métaux lourds et émetteurs alpha Uranium-s, plutonium-s et leur longue famille, le césium-137, 134, le strontium-90, les halogénures iodes-131, 129, gaz rares, krypton-85, etc., irradiants, et qui irradient en ce moment même des pans entiers de population au Japon et en Bélarus-Russie-Ukraine. Et rien pour les rejets et déchets amont, aval de cette industrie. Il n'y a pas un mot de l'exception nucléaire au principe polluer-payeur (pour la France, [là](#) paragraphe III). Que font-ils même de l'ozone qui résultent des oxydes d'azote des avions que protègent ce même GIEC et des nitrates des sols agricoles qui pourraient bien être responsables des pollutions ozone d'été fonction des conditions météo ?

■ L'AIEA, l'Agence qui a dans ses statuts la promotion de l'Énergie Atomique civile dans le monde **connaissait l'issue** de la décision du GIEC **avant** que la réunion huis-clos de Bangkok ne commence, quand le public ignorait encore tout. L'AIEA explique, c'est le 02 mai ([ici](#) ou copie [là](#)) :

*"L'AIEA, via ses laboratoires, Department of nuclear science et Applications et Department of Nuclear Energy, supporte et contribue aux études de changement climatique. La section Planing & Economic Studies dans le Nuclear Energy Department est spécialisée sur les négociations internationales sur le changement climatique et développement durable et participe au travail du GIEC."*

L'AIEA est active au sein du GIEC, ça a le mérite d'être dit, mais c'est en interne. Depuis dix ans, Kyoto 1997, le **Directeur** de cette section *Planing & Economic Studies*, PESS, de l'AIEA, était **Hans-Holger Rogner**. Faisant partie des 33 (§ III) il est un des leaders de ce groupe III du GIEC :

**Hans-Holger Rogner** et al., 'Introduction' in Intergovernmental Panel on Climate Change, *Climate Change 2007: Mitigation of Climate Change: Contribution of Working Group III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Bert Metz et al. (eds.), Cambridge and New York: Cambridge University Press, 2007),

■ Et ce groupe III du GIEC est patronné (pour ne pas dire formaté) plus encore par une discrète ONG, l'IIASA que l'on présente par ailleurs [ici](#).

C'est ainsi que les 1 et 2 oct. 1992 a été organisé par l'IIASA dans ses locaux à laxenburg pour 80 personnes du alors jeune GIEC (groupe III et II encore mal définis) un workshop sur "*La réduction et le retrait des gaz à effet de serre liés à l'énergie*". Il était au nom de « **GIEC-IIASA** » ([ici](#), copie [là](#)). Il s'agit de discuter.

A cet époque, le GIEC n'avait pas officiellement le nucléaire dans ses sujets. On n'était pas sensé en parler.

Mais à l'IIASA, avec tous ces expert-e-s du GIEC présent-e-s, il est présenté sur le même plan que les énergies renouvelables. **6 personnes de l'AIEA étaient présentes**, dont l'une Friedrich Niehaus a eu un discours identique à un prospectus Areva : le nucléaire est super pour le climat et dans les énergies les moins dangereuses pour la santé (p. 24-25). Et selon Hans-Holger Rogner il y a une quantité énorme d'énergie fossiles à extraire pas chère donc il faut la laisser dans le sol sinon c'est la cata pour le climat.

Des représentant-e-s de la **World Bank** étaient présent-e-s aussi à ce Workshop.

Non comptées dans les 80 choisi-e-s, il y avait **19 personnes de l'IIASA au workshop** (sans compter H.H. Rogner car à l'époque il était "censé" être employé au Canada) **pour les encadrer**.

L'IIASA leur a présenté ses modèles numériques (p. 40) : MESSAGE, et CO2DB, avec lesquels explique Arnulf Grübler de l'IIASA on peut tout prévoir : économie, technologie, environnement, évolution des marchés, à quelle vitesse : ça vous sort des courbes "scientifiques" pour les décideur/r/se/s.

Ce modèle MESSAGE de l'IIASA est partagé avec l'AIEA comme le mentionne le site danois Energy Plan ([là](#)) :

"...MESSAGE ...Une convention spéciale entre l'IIASA et l'AIEA autorise son utilisation dans l'AIEA et ses Etats membres. Ce dernier a rendu plus facile un nombre d'études de modélisation nationales en profondeur et d'entraînement à la modélisation des experts d'énergie des pays membres de l'AIEA : il faut en général environ deux semaines d'entraînement pour être capable d'utiliser les applications de base."

L'imbrication GIEC-IIASA n'est pas un hasard. Lors de la réunion de Villach, oct. 1985, réputée comme avoir été le lancement de l'alerte climatique, Thomas F. Malone, poids lourd de la National Academy of Science des USA, NAS, qui est le membre principal de IIASA, a désigné avec force l'IIASA comme étant l'outil qu'il leur fallait pour atteindre les décideur/r/se/s ([ici](#) p. 33).

Celui qui dirigeait ce workshop GIEC-IIASA d'octobre 1992 à Laxenburg, le Directeur du Department *Environment Compatible Energy Strategy* de l'IIASA, Nebojsa Nakicenovic, a dit au début à ces 80 expert-e-s du GIEC (p. 7) :

"Cela comprend l'énergie nucléaire... Bien que l'énergie nucléaire fait face à une sérieuse opposition publique et à des problèmes techniques aujourd'hui, elle tient encore la promesse d'aider à réduire les émissions de dioxyde de carbone sur le long terme."

[pour l'opposition, Tchernobyl n'était pas très loin, 6 ans, et on était en plein dans la montée vertigineuse des cancers de la thyroïde des enfants de là-bas, plus loins aussi, que les experts avaient donné comme impossible]

N. Nakicenovic fait aussi lui-même partie des 33 du Groupe III du GIEC qui a écrit le texte mis à approbation au huis-clos de Bangkok... (et cette année là il est conseiller/consultant de l'AIEA pour laquelle il a déjà travaillé dans les années 1970 et 1980). N. Nakicenovic était même le premier auteur des rapports GIEC sur les scénario d'émissions en 2000 et en 2006.

Ca continuera comme ça. En juil. 2013, lors d'une autre réunion du "groupe III" de 5 jours à Addis Abeba, il n'y a pas moins de 9 personnes de l'ONG IIASA (rapporté par D. Laframboise, [là](#)). Et **de nouveau** ces débats "pour l'avenir du bien de l'humanité" se feront **derrière portes closes** à cette humanité.

**Cette reconnaissance du Nucléaire de Bangkok n'est pas sans conséquence. Le GIEC est un organe de l'ONU → l'argent des taxes que la majorité de ses expert-e-s exigent sur le CO2 issu de certains usages peut désormais bénéficier juridiquement et moralement au nucléaire** (même si ça se faisait déjà).

▪ Comme tout est bien organisé, 6 mois après cette décision 2007 de déclarer l'énergie nucléaire comme une solution pour le "climat", le GIEC avec le banquier d'affaire Al Gore sont honorés du prix Nobel. Deux ans avant, c'était l'employeur de H.H. Rogner, l'AIEA lui-même qui avait reçu ce suprême honneur ([ici](#)).

### III. Les 33 du GIEC-III qui ont signé le texte avec la phrase qui rend le nucléaire désirable comme la biomasse, l'éolien et le solaire : Bangkok mai 2007

On a eu la curiosité de savoir qui sont ces 33 "*Drafting authors*" qui désignent ce qui n'est pas bien et ce qui est bien pour nous, qui ignorent superbement le coût biologique du nucléaire, la prolifération et, bien qu'ils/elles sont concepteur/riche/s économistes, se moquent clairement de ce que ce nucléaire roule sans réelle assurance.

#### III-1. Le "milieu"

• Au moins douze de ces 33 sont passé-e-s entre les mains des USA à un moment ou à un autre, notamment à l'**University of California (UC)** au **Lawrence Berkeley National Laboratory, LBNL\*** (R. Schock, J.A. Sathaye, R. Roy, D. Zhou, O. R. Davidson, D. Urge-Vorsatz, M.D. Levine) ou à l'**AIEA** ou autres gros labos du **DoE** (H. H. Rogner, N. Nakicenovic, I. A. Basmakov, J. E. Bogner, puis D.A Tirpak de l'EPA si proche du DoE).

\* Le LBNL est l'ancien University of California Radiation laboratory, UCRL, créé en 1931 par Ernest Orlando Lawrence pour de la physique de particules, et qui l'a dirigé jusqu'à sa mort en 1958. C'est en 1971 que le nom a changé pour Lawrence Berkeley National Laboratory, LBNL. Avec la guerre les crédits avaient afflué à l'UCRL basculé d'urgence en totalité sur le projet de bombe atomique, changeant sa taille et sa destinée. C'était une gageure que de mettre ensemble brutalement de nombreuses disciplines différentes et de les organiser de manière cohérente pour se focaliser sur un projet unique. Cette histoire est inscrite dans les gènes de l'UCRL. En 1942 J. Robert Oppenheimer, professeur de physique de l'UC à Berkeley, est au travail pendant quelques temps avec une équipe de physiciens théoriques pour concevoir l'arme, avant de partir pour sa construction à Los Alamos dans le Nouveau Mexique. En bombardant de l'U238 avec le cyclotron du UCRL avait été découvert le Neptunium-239 en 1940. En 1941 une équipe avec Glenn seaborg mettent en évidence son descendant le plutonium-239, quelques micro-grammes mais c'est les émissions alpha, environ 130 000 désintégrations par minute et par microgramme, qui permettent de le suivre. Puis ils montrent rapidement qu'il est fissile (c'était prévu théoriquement par Louis Turner).

A la fin de la guerre il y aura une relaxation sur ces sujets militaires au UCRL. Mais cela repart de plus belle avec la course à l'atome avec les soviétiques. Edward Teller le grand promoteur de la "bombe H" rejoint l'UCRL en 1951. Au niveau militaire, l'UCRL est le "Site 100". Ce "Site 100" va vite faire deux petits. En 1952 est créé le "Site 200" à 60 km de là, qui sera dirigé aussi (jusqu'en 2007) par la University of California sous contrat avec l'Atomic Energy Commission, AEC, en close relation avec le LBNL : c'est le Lawrence Livermore National Laboratory, LLNL, qui fera la première bombe atomique conçue pour sous-marins et la première bombe atomique conçue pour "missiles à têtes multiples", puis des milliers de têtes atomiques par la suite. L'autre bébé est le "Site 300", vaste espace dans des collines arides où ils faisaient les "tirs froids".

Aujourd'hui le LBNL fait des rapports qui réclament le "tout voitures électriques individuelles", en Inde par exemple... ([ici](#), copie [là](#)), autrement dit un développement massif de la consommation électrique, donc des moyens de production d'électricité, à travers le monde. Jamais on ne voit écrit que diminuer le nombre de voitures (en s'organisant différemment) serait quelque chose à considérer.

• Sept de ces 33 sont passé-e-s (aussi) dans les mains de l'**ONG IIASA** : N. Nakicenovic, H. H. Rogner, S. Kahn Ribeiro, R. Roy, S. Gupta, K. Halsnaes, A. Najam.

• Dans la vie professionnelle d'autres, ou des mêmes, apparaissent la **European Climate Foundation** ou la **Climate Work Foundation** (parfois avec aussi WWF ou Ecofys) : B. Metz, S. Kahn Ribeiro, J. A. Sathaye, M. Grubb, R. Schock, D. Urge-Vorsatz, P. Bosh.

Pour mémoire ces *ClimateWork Foundation* et *European Climate Foundation* financent également quasi toutes les grosses associations dites vertes et Think Tanks, des ONGiecs : WWF, 350.org, Climate Action Network, Friends of the Earth, Oil Change International (OCI), E3G... la liste est longue, il y en a plus de trois cents.

• Il y a beaucoup de liens entre ces 33 personnes. C'est un réseau à entrelacement serré avec renvois d'ascenseur.

- Et il y a le « cercle onusien » du « climat » :

- UNFCCC, **Framework Convention on Climate Change**, qui est la structure Nations Unies créée à Rio en 92 et qui est le cadre des COP,
- l'UNDP (United Nations Development Program, créé en 1966 pour promouvoir développement et assistance technique : un distributeur de financements sur recommandation de ce type d'expert-e-s),
- l'UNEP créée suite à la conférence de Stockholm 1972 qui porte le GIEC,
- la World Bank (annexe II).

- Une dizaine des "33" ont un rapport d'une manière ou d'une autre avec la World Bank (P.R. Shukla, J. Roy, D. Yande, O.R. Davidson, M.J. Grubb, J.M. Sathaye, I.A. Bashmakov, P. Bosh, O.R. Masera, R. Dave)

- Un nid très actif de l'UNEP et par conséquent de l'UNFCCC/GIEC est le *Netherlands Environmental Assessment Agency*, **RIVM** (*RIjksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu*), sa section Environmental Assessment Agency (*Milieu en Natuur Planbureau*), **MNP** à **Bilthoven** (grande banlieue NE d'Utrecht). Elle a été créée et dirigée de 1989 à 1991 par l'économiste Leen Hordijk, **qui revenait de l'IIASA et va retourner à l'IIASA comme le grand patron** à partir de 2002. Une partie des expert-e-s du RIVM/MNP/Bilthoven sont salarié-e-s UNEP/GIEC. C'est là qu'a été fait le modèle IMAGE qui est UNEP/RIVM pour le GIEC-III.

Il y a eu/a de virulents militants GIEC au au RIVM/UNEP : (outre Leen Hordijk) Bert Metz, Rutu Dave, Rob J. Swart, BertJan Heij.

Le cas de la formation de Rutu Dave montre la proximité et les arrangements qui existe entre des centres UNEP/UNDP/GIEC, dans ce cas la **Yale University, School of Forestry & Environmental Studies**, Connecticut, USA (mais il y en a d'autres, le Indian Institute of Management, IIMA, de P.R. Shukla par ex. ou l'University of East Anglia).

- Autre constat, tou-te-s ces expert-e-s vendent leurs services de consultant-e-s massivement à des organismes internationaux, des grosses ONG/ONGiecs internationales, des pays..., le réseau est serré et les retours d'ascenceurs fonctionnent bien.

### III-2. Les chefs d'orchestre, ceux qui connaissent bien le nucléaire

- **Nebojsa NAKICENOVIC**

C'est la personne clé de l'IIASA sur cette période aussi on le présente avec cette ONG : [ici](#) annexe A-II-1. C'est lui l'organisateur du workshop des 80 expert-e-s GIEC en octobre 1992 où il leur promeut le nucléaire. Il démarre sa carrière dans un centre nucléaire (Karlsruhe) et aura des liens avec l'AIEA au long de sa carrière qu'il fait ensuite pratiquement entièrement au siège de l'IIASA à Laxenburg.

L'IIASA ne travaillant que sur modèle de par sa définition, il sera donc dans des modèles de prévisions/pronostiques en rapport à l'énergie, qui dépendent de l'actualité du moment.

Dés que le GIEC est créé, l'IIASA devient comme son ange-gardien. N. Nakicenovic est à plein sur la problématique GIEC : gaz à effet de serre, le "global warming", "climate change", "CO2", "decarbonisation", "sustainable development", "perspectives 2050"...

Non seulement il est membre du GIEC mais il est le premier auteur de bien des rapports du Groupe III du GIEC.

Une fois le huit-clos Bangkok 2007 passé, ses affections sont plus variées.

Mais en 2012, il revient en force sur l'ONU avec un gros pavé Global Energy Assessment, GEA, une création IIASA, qui défend effrontément le nucléaire, étant obligé pour cela de ressortir du placard de vieilles intox comme l'uranium de l'eau de mer.

- **Hans Holger ROGNER**

C'est le collègue de Nebojsa Nakicenovic avec un parcours assez proches quelques années plus tard. On le présente donc aussi avec l'ONG IIASA [ici](#) annexe A-II-2.

Il a démarré dans le même centre atomique de Karlsruhe, aussi dans la numérisation sur économie-énergie mais il y est en tant aussi que IIASA.

Il rejoint N. Nakicenovic à Laxenburg. A partir de 1981 il vont souvent travailler ensemble en co-auteurs.

H.H. Rogner est censé être sur la côte pacifique du Canada sur le sujet hydrogène de 1990 à 1997 mais sur cette période publie alors sans cesse sur les sujets classiques du GIEC avec N. Nakicenovic, les deux en sont membres. Il était au Workshop d'octobre 1992 (où il a dit que hydrogène serait à faire par électrolyse par



nucléaire et renouvelables). En 1995 il est l'un des 3 co-auteurs (avec N. Nakicenovic et R. Watson) du "résumé à l'attention des décideurs/se/s du Groupe II du GIEC.

En 1997 il est nommé Directeur à l'AIEA du programme

*"capacité de construction et du maintien de connaissance nucléaire pour le développement d'énergie durable."*

Mais il est encore au GIEC où il est clairement en charge de la défense-promotion du nucléaire. Il est même auteur leader au GIEC et l'AIEA a publié avant le huit-clos que la phrase concernant le nucléaire serait adoptée quand le public n'en savait rien.

Il revient à l'IIASA en 2011 quand l'ONG donne son pavé GEA pro-nucléaire à l'ONU et finit sa carrière à militer pour l'usage du nucléaire.

### ● Robert SCHOCK

C'est un géologue en mécanique des roches qui a fait la plus grande partie de sa carrière au **Lawrence Livermore National Laboratory, LLNL**, 36 ans de fiches de salaires.

Il a étudié en laboratoire les propriétés mécaniques sur carottes de forage des terrains dans lesquels le LLNL et AEN faisaient des centaines de tirs atomiques souterrains. Ça a été les roches du **Nevada Test Site**, celles de l'île d'**Amchitka** dans les Aléoutiennes, celles du **programme Plowshare** (notamment *rio blanco* pour sortir du gaz, les 3 bombes atomiques de 33 kt dans le même forage pétrolier, Colorado) et même le granite d'**In Ekker** d'Algérie, sur des carottes envoyées par des collègues du CEA français ([là](#) et [là](#)).

Sur la fin de carrière il se reconvertit dans la dite prospective énergétique. En 1997 il était co-auteur d'un rapport du LLNL

*"Prospective et conditions de l'énergie nucléaire comme contributeur au contrôle des gaz à effet de serre"*

Le 26 juin 2007 dans la revue suisse, *Le Temps*, G. Labarthe rapportait que dans le volume GIEC alors encore sous cocon ("*do not cite or quote*" en... dehors du GIEC) "Solutions d'avenir", Robert Schock était l'un des deux coordinateur du chapitre 4 intitulé "*Ressource en énergie*" qui concluait que l'énergie nucléaire est «*économiquement compétitive*» et sa production, bien sécurisée.

Lorsque en nov. 2013 il signe une pétition organisée par Bert Metz de la **European Climate Foundation** contre le charbon (avec plusieurs des "33" de Bangkok-2007 signataires) son affiliation est *Center for Global Security Research*, ce qui n'est rien d'autre que le *Lawrence Livermore National Laboratory*, "The" centre mondial de l'atome militaire.

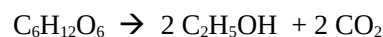
### III-3. Celles/ceux qui sont dans la biomasse

dont certain-e-s militent pour une utilisation industrielle (et OGM) pour usage énergétique. Il est difficile de connaître leur avis personnel sur le nucléaire qui n'est pas leur sujet de compétence. On aurait pu le connaître si le débat Bangkok-2007 n'avait pas été organisé à huis-clos... :

### ● Suzana KAHN RIBEIRO

Le Brésil est qualifié "en développement" mais c'est un grand pays, 160 millions d'habitant-e-s et 15 fois grand comme la France. Au GIEC les brésiliens-ne-s sont très fier-e-s d'avoir une des énergies les moins "carbonées" avec la plus grande partie d'électricité venant de grands barrages et une part importante de biomasse dans les transports notamment. C'est le seul pays où le gasoline contient 20-25% d'éthanol et le diesel 5% de biodiesel, où des véhicules flexibles peuvent choisir gasoline, ou mélanger avec éthanol.

Cet éthanol est fabriqué à partir de la canne à sucre (comme le rhum). Cela avait été la réponse du Brésil des années 1970 (dictature militaire, qui par ailleurs avait commandé beaucoup de nucléaire à l'Allemagne d'Helmut Schmidt) au choc pétrolier et aux variations des prix du sucre. La molécule de sucre dans l'eau avec des levures est d'abord hydrolysée, i.e. séparée en un fructose et un glucose de même formule chimique qui chaque donnera 2 molécules d'éthanol et 2 molécules de CO<sub>2</sub> :



Suzana Kahn Ribeiro a fait un master "*Economie d'énergie dans les transports urbains de voyageurs : le cas de Rio de Janeiro*." (1988) et un PdD : "*Utilisation des sous-produits énergétiques de la canne à sucre comme instrument pour le Brésil dans les négociations internationales sur la réduction des gaz à effet de serre*" ("*Uso Energetico dos produtos da cana de Açucar Como Instrumento do Brasil em Negociacoes Internacionais Para reducao de Emissao de Gases do Efeito Estufa*"), 1995 au COPPE (du nom original *Coordenação dos Programas de Pós-Graduação e Pesquisa de Engenharia*) de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, UFRJ. Le 'Sommet de la Terre' s'est produit pendant son PhD, alors qu'elle est en plein sur le sujet, et

que son directeur des deux thèses, Emilio Lèbre La Rovere avait lui-même fait une thèse (à Paris, des liens serrés demeurent entre COPPE/UFRJ et le CIRED) "*Énergie et Style de Développement : le Cas du Brésil*" sous la direction de Ignacy Sachs (personnage international, qui avait fait des études à Rio; était à l'EHESP alors) théoricien de l'«éco-développement» et conseiller spécial de Maurice Strong qui pilotait l'organisation du Sommet de la Terre de Rio 1992. On est très proche de la Direction de ce Sommet, le pays qui accueille en plus.

Avec une telle position à Rio 1992 **Emilio Lèbre La Rovere** est logiquement un personnage du GIEC et Suzana Kahn Ribeiro le devient.

Dans un premier temps le Brésil est assez contestataire au sein du GIEC. Il met en avant son exemple dans chaque rapport. Il dit aux pays occidentaux que c'est eux les grands responsables de l'immense majorité des émissions de CO<sub>2</sub>.

E. L. La Rovere et S. Kahn Ribeiro sont tous les deux enseignants puis professeurs à COPPE/UFRJ et tous les deux ont eu des postes de responsabilités importants au Brésil auprès de Départements gouvernementaux et autres.

En 2006, un an avant Bangkok-2007, Nebojsa Nakicenovic de l'IIASA+GIEC donne la liste des personnes qui font partie du International IAM Consortium "*pour faciliter la coordination des efforts de développement de scénarios*", avec l'IIASA, l'Energie Modelling Forum de la Stanford University et le National Institute for Environmental Studies au Japon : Emilio Lèbre La Rovere en est membre.

S. Kahn Ribeiro est une Vice-Présidente du groupe III du GIEC de 2008 à 2015. Elle continue à inciter au développement de la biomasse brésilienne, développement de la canne à sucre ([/redd-monitor.org/...](http://redd-monitor.org/), Chris Land, "*Brasil National...*", [ex.](#)). En 2009 elle recommande aussi la voiture hybride avec S. Kobayashi, autre membre du Groupe III du GIEC qui est de chez Toyota. En nov. 2010 elle est dans le "The Emissions Gap report" co-organisé par l'UNEP et la **European Climate Foundation** de Bert Metz, autre membre du Groupe III.

- En nov 2011, elle est une des deux *reviewer* d'un Risø Energy Report 10 : "*Energy for smart cities in an urbanised world*" (on présente le Risø National Laboratory, le petit "Marcoule-danois", plus loin avec K. Halsnaes). Dans "Conclusions et Recommandations" la définition inclue : "*smart city is ... city focused on ... small carbon footprint*" et plus loin : "*la demande que ces smart solutions va faire sur le marché va grandir dans les décennies à venir afin de réduire les émissions globales de CO<sub>2</sub>*". Tous les transports, notamment les voitures individuelles, des smart cities de ce Risø report devront donc être soit électriques, soit "*sur du carburant produit par la biomasse*". Pas question de frugalité ce Risø report prévoit "*une croissance économique saine*". Mais tous les pays n'ont pas de vastes espaces consacrés à la canne à sucre comme le Brésil, alors avec quoi produire l'électricité la nuit quand il faut les recharger ? Son binome *reviewer* de ce rapport est l'un des 32 autres qui ont signé la petite phrase Bangkok-2007, "*Dr. Hans-Holger Rogner, International Atomic Energy Agency*" (SIC).

- En 2012 elle est *Coordinator and Lead Autor* du chapitre transports du **pavé IIASA Rio+20** : "Global Energy Assessment : Toward a Sustainable Future" (voir [là](#) § II-2.). Elle intervient aussi au World Business Council for Sustainable Development, WBCSD (<http://cecodes.org/co/...> "Stakeholder Dialogue"), [là](#), une ONG des industriels multinationaux.

### ● **Ralph E. H. SIMS**

Agronome (Nlle Zélande) expert en, et militant pour les, bio-fuels, huile de colza, bois à cycle rapide, etc. par des méthodes industrielles à **grand rendement, dont les OGM**. Il a laissé de côté la croissance industrielle des plantes pour passer 4 ans à Paris dans la deuxième moitié des années 2000 dans l'Agence Internationale de l'Energie ([iea.org/...](http://iea.org/), "*Electricity and...*", [là](#)). Avant Bangkok-2007, en 2003 Raph E. H. Sims est premier auteur de "*Carbon emission and mitigation cost comparisons between fossil fuel, nuclear and renewable energy resources for electricity generation*" ([là](#)) le deuxième auteur étant **Hans H. Rogner** qui est alors un directeur à l'AIEA (tout en étant Groupe III du GIEC en même temps)

### ● **Pete SMITH**

University of Aberdeen, Ecosse, sa spécialité est l'usage des sols-agronomie, qui sont vu alors sur des diagrammes mondiaux. Il semble assez proche d'un R. E. H. Sims.

### ● **Jean E. BOGNER**

Master 1973 sur la géologie superficielle (les derniers dépôts quaternaire) appliquée, de la région de Chicago. Elle a été d'abord plus de 20 ans, de 1976 à 1997 au **Argonne National Laboratory**, ANL du **DoE**

(issu de l'historique "Metallurgical Laboratory" à la Chicago University ou a été fait le premier lingot de plutonium métal du projet Manhattan pour Nagasaki; Argonne est banlieue de Chicago dans l'Illinois). Elle est dans la section environnement où elle a travaillé notamment sur l'eau d'anciennes mines de charbon, des pollutions sur des sites du DoE, sur un projet d'enfouissement de déchets radioactifs dans du granite, sur la première récupération de méthane de décharge dans les années 1970. Ce dernier sujet est alors devenu sa spécialité quasi exclusive. Grande spécialiste des gaz de décharges, CH<sub>4</sub> et CO<sub>2</sub>, en 1997 elle quitte le ANL et crée et préside (jusqu'en 2013) une cie de consultant "Landfills +, Inc". Elle a été à l'University of Illinois depuis 2007. Elle était dans ce groupe de préoccupations du GIEC III en 2007 au titre de la gestion des gaz de décharges. Notamment elle a été financée pour faire de la modélisation de la production méthane des décharges de Californie avec un modèle du département d'agriculture ([là](#)).

#### ● Daniel MARTINO

Il a un master de Manitoba, Canada 92, puis un PdD 1998. Il est directeur depuis 2000 de Carbosur, firme Uruguayenne de conseil aux gouvernements, aux Institutions, sur les projets de forestation-deforestation, par études de photos satellites notamment. Il a des contrats avec l'agence de l'ONU FCCC (celle des COP) pour l'installation de biomasse, implantation d'éoliennes. Puis il est Directeur de Pike Forestry Consultant depuis 2006.

#### ● Omar R. MASERA (CERUTTI)

Argentin naturalisé mexicain. Il a un bachelor de Physique, México, 1987. Puis aux USA : Msc puis Phd Energy and natural resource à la University of California, Berkeley.

Il est professeur au centre des recherches en écosystème, Mexique, et dirige le laboratoire des bioénergies. Il a mené une action suivie sur l'amélioration du combustible domestique pour faire la cuisine en milieu rural et fait aussi de la modélisation avec "CO2fix" en lien à la forêt.

Il a levé des fonds de recherche de la World Bank, de la Banque de Développement Inter-Américaine (basée à Washington D.C., les USA ont 30% du vote, et qui travaille avec le David Rockefeller Center for American Studies de la Harvard University de Boston), de l'Europe.

Il est au GIEC depuis 1997, fait de la consultance pour la FAO, le FCCC, l'UNDP et le gouvernement mexicain.

Il est aussi dans le Bureau Scientifique de Foundations US telle la *Environmental Research Advocates* (ERA), (qui elle a une approche scientifique [là](#)). Un article qu'il cosigne en 2018 trouve dans un cas étudié que faire du biofuel sur une nouvelle surface produit plus de gaz à effet de serre que les fossiles ("*Life cycle assessment of Jatropha curcas biodiesel production: a case study in Mexico*", Fuentes et al., [là](#))...

#### ● Gert-Jan NABUURS

Msc (1986-91) puis PhD d'économie et gestion forestière de l'Université de Finlande-Est (1996-2001).

De 1991 à 1995 il a travaillé pour les Instituts d'État de forêt et nature, Dorschkamp (Wageningen) et IBN DLO (Instituut voor Bos- en Natuuronderzoek), de 1995 à 1997 pour le European Research Institute, de 1997 à 1999 en modélisation pour Alterra Wageningen UR.

Puis il est happé au GIEC, 7 ans de 2000 à 2007 (ne semble plus l'être après cette date) où il est *Coordinating lead Author*, tout en continuant à Alterra Wageningen UR. Leur écrits sur les forêts avec O. Masera semble avoir les pieds sur terre et loin de certains styles d'écrits du GIEC.

Il est professeur associé à l'Université de Finlande-Est de 2005 à 2011, Directeur associé du European Forest Institute, EFI, de 2009 à 2011. En 2017 il devient membre du Comité de Conseil sur la soutenabilité de la biomasse comme bioénergie et professeur sur la ressource de forêt européenne à l'université de Wageningen (selon sa fiche LinkedIn).

### III-4. Ceux/celles pour qui le « climat » a été une opportunité professionnelle

#### ● Bert METZ

Il a un Master en génie chimique et un PhD en Biotechnologies de l'université de technologie de Delft, Hollande.

De 1976 à 87 il est au Ministère de l'environnement de Hollande (plan d'aménagement, habitat, environnement) sauf pendant deux ans où il a été enseignant au Département de génie chimique de l'Université Ahmadu Bello à Zaria au centre-Nord du Nigeria.

De 1987 à 1992, il est au USA, avec un poste de conseiller en environnement-santé auprès de l'ambassade hollandaise à Washington DC. C'est l'époque où le New York Times fait sa Une à l'intervention de James Hansen devant une petite commission du Sénat, et du lancement du GIEC au G7 de Toronto (1988). A partir de cette époque B. Metz change de métier. Il part dans la politique énergétique.

Il écrit que de 1992 (Rio, création du UNFCCC) à 1998 (Kyoto 1997) il est négociateur pour la Hollande dans les négociations sur le climat ([controllingclimatechange.net...](http://controllingclimatechange.net...), [là](#)), un article de janv 1997 indique qu'il est *Director of air and Energy* au ministère de l'environnement. A ce moment la Hollande préside l'Europe. En 1997 il mène la délégation hollandaise à Kyoto et il entre dans le GIEC où il devient Co-Président du Groupe III de 1997 à 2008 (à ses coté par ex. pour la France en Vice-Président, on a l'X-télécom Michel Petit).

De 1998 à 2005, 7 ans, il intègre le Netherlands Environmental Assessment Agency, PBL/RIVM (Bilthoven banlieu NE d'Utrecht). Il est alors au coté d'un autre poids très lourd hollandais du climat, Leen Hordijk. Ce dernier, un économiste, était à l'IIASA de 1984 à 87 (sujet pluies acides) puis au RIVM de 1987 à 1991 où il crée justement l'Environment Assessment Office, et de 1991 à 2002, il est Directeur du Wageningen Institute for Environment and Climate Research (WIMEK), Wageningen University. C'est à 45 km de Bilthoven (RIVM).

On voit Bert Metz se radicaliser et se privatiser avec le temps. En 1990, il conseillait le gaz pour remplacer le charbon. En 1997 il ne parle plus que du *renouvelable*. Et jusqu'à ce huis clos de Bangkok 2007 où le nucléaire entre dans la danse.

A la retraite, Il devient *fellow*, i.e. membre du personnel, et membre du Comité de Conseil à la **European Climate Foundation**, ECF (avec Laurence Tubiana, Diana Üge-Vorsatz...). La ECF a été créée à La Haye en 2008 en parallèle à la ClimateWorks Foundation aux USA (San Francisco, qui a démarré avec 515 millions US\$, Hewlett étant un des gros donateur). Bert Metz est membre influent de cette *ClimateWork Foundation* aussi. Il est également *visiting professor* à la CEU, Central European University de Budapest créée par Georges Soros (voir à Diana Üge-Vorsatz).

C'est notamment ce binôme de Foundations (Climatework et ECF particulièrement) qui tiennent par la bourse la plupart des grosses ONGiecs : 350.org, Réseau Action Climat, WWF, Amis de la Terre, Greenpeace, etc.). En nov 2010, en tant que *European Climate Foundation*, donc privé, Bert Metz est un des 7 membres du comité organisateur (Steering Committee) de l'UNEP avec la **European Climate Foundation** : "**The Emissions Gap report**", [là](#). Sur les 4 secrétaires de ce rapport, deux sont de la *European Climate Foundation* et deux de l'UNEP. Ce lien entre les grosses Foundations américaines et l'ONU n'est pas nouveau, les Rockefeller n'ont pas fait cadeau en plein Manhattan d'un terrain à l'ONU pour rien.

Bert Metz lui-même milite très activement. Il lance des messages alarmistes sur twitter ([là](#)) qui sont émis en parallèle sur *CarbonBrief*, un site internet qui est financé (460 000 £/an) par la *European Climate Foundation* ([carbonbrief.org/...](http://carbonbrief.org/...), [là](#)).

On le retrouve, en tant que *European Climate Foundation*, c'est à dire privé, parmi les 4 du Comité de conseils du projet européen LIMITS (Low climate IMPact scenarios...), oct 2011 à sept 2014 (présidé par un économiste consultant indépendant, ancien du GIEC), où il cotoie son ancien collègue du GIEC-III, l'AIEA **Hans-Holger Rogner**, qui lui porte là une casquette IIASA, le tout financé par les contribuables européens ([là](#)).



Fig. 3. Activité militante de Bert Metz de la *European Climate Foundation/ClimateWork Foundation* sur son compte Twitter. Sa thématique n'est pas sans rappeler celle du Front National des Le Pen et ses acolytes des Flandres et d'ailleurs. C'est que à l'en croire ce « *dérèglement climatique* » qui affectera bientôt l'Europe va attirer du monde.

Dans le cadre apparemment de sa position à la *European Climate Foundation*, Bert Metz a lancé par exemple en novembre 2013 une pétition contre le charbon. Plusieurs de ces "33" du Giec qui recommandent au monde l'usage du nucléaire la signeront (N. Nakicenovic, H.H. Rogner, R.N. Schokc, P.R. Shukla, J. Sathaye, O.R. Davidson, R.E.H. Sims) avec quelques autres de l'IIASA.

#### ● **Leo MEYER**

Hollandais né en 1948. Master de chimie, PhD sur "energy conservation and energy economics", Groningen (1981).

Il est dans des agences gouvernementales sur des questions d'énergie (TNO et SenterNovem de économie/industrie, 1992). De 1994-2002 : il a une position importante au "Climate Change and Air Pollution" du ministère de l'environnement de Hollande où il a du être un temps avec Bert Metz. Il était ainsi dans la délégation GIEC/UNFCCC de la Hollande.

Puis il travaille essentiellement pour le GIEC/UNFCCC, dans les TSU, Technical Support Unit, pour le groupe III, de 2002 à 2008 alors que Bert Metz et O. Davidson sont Vice-présidents. Il y fait des synthèses sur le sujet de la capture de CO<sub>2</sub>, scénarios, courbes, incertitudes parfois en co-éditeur avec Bert Metz (en 2005). Il retravaille 3 ans à la Netherlands Environmental Assessment Agency, PBL, puis retravaille pour le GIEC, en TSU rapports de synthèse de 2011 à 2015 (10 ans de GIEC au total) où il sera éditeur avec Rajendra Pachauri ("Climate change 2014"). Il a aussi été dans le *Task team* sur le financement du GIEC. Ensuite il devient consultant, toujours région d'Utrecht et par exemple fera des cours électroniques sur le climat ("1,5°", "2°"...) pour des participants africains au GIEC et payés par le GIEC (climatechangenews.com/..., [là](#)), et des cours ici et là.

#### ● **Michael J. GRUBB**

Il a un PhD d'économie de Cambridge University : "*The integration and assessment of intermittent sources in large electricity supply system*", juin 1986.

Puis il est au Imperial College de Londres, au Département de Electric Engineering (1989, 2003., à la comptabilité spécialisée de l'énergie; il a travaillé sur le potentiel éolien pour la Grande Bretagne et conclut qu'appliqué à grande échelle, il pourrait donner "20-50 %" de la demande).

- En 1993 (avec le français Thierry Chapuis du CIRED) il écrit un chapitre sur la réponse au "changement climatique" pour un document IASA (Nakicenovic et al. éditeurs), puis en 1995 pour un workshop aux USA de l'OTAN.

- Rapidement (début des années 1990) et pour plus d'une décennie au moins, il est arrivé à la direction de la section *Energie et environnement* à la **Chatham House**, "**The Royal Institute of International Affairs**", sorte de Think Tank traditionnel-national officiel, lieu de rencontre du tout VIP accrédité. C'est par exemple dans ce cadre que en 1994, il est l'un des trois éditeurs du Proceeding d'un workshop de l'OTAN : "*Managing the plutonium surplus : Applications and technical options*", (Publication de l'OTAN, fas.org..., [là](#)). C'est aussi dans ce cadre que M.J. Grubb est le premier auteur du "*The Kyoto protocol : a guide and assessment*", 1997 ([là](#)).

Il publie sous cette étiquette Royal Institute dans des revues (pour l'intégration des renouvelables dans le réseau, 2003) ou avec le CIRED français (J.C. Hourcade) sur le CO2 (2004) : des scénarios... Parfois il signe "Imperial College".

En 2005 il est Editeur en chef du livre "Climate Policy - The EU emissions trading scheme"

- En 2008, l'année d'après la recommandation du nucléaire par le groupe III du GIEC dont il est signataire, il était dans le *Climate Change Committee* qui **a recommandé au gouvernement anglais de signer pour deux très gros réacteurs atomiques EDF à mettre à Hinkley Point.**

Sur Hinkley Point, il dit avoir plus ou moins changé d'avis depuis. Il leur reproche un manque de flexibilité. L'assurance du nucléaire, ou les réserves financières des constructeurs/exploitant si aucune compagnie n'accepte de l'assurer ? dans son "système de modèles" économiques emboîtés, c'est comptabilisé comment ? écarté d'un ; « sans danger pour le climat » ?

- En attendant il est particulièrement favorable à l'importation d'électricité de France par câbles souterrain qui ne revient pas cher à l'Angleterre, et sans les déchets correspondants.

- Michael J. Grubb s'est ainsi vite placé comme plaque tournante du tout économique/influenciel anglais. On le trouve partout.

- C'est donc un pilier à la Chatham House,

- dans l'Académie, il a enseigné à Cambridge (Faculty of Economics, "Department of Applied economics" il publie sous cette étiquette en 2006), à l'University College London, au Imperial College of science technology and medicine (c'est l'affection qu'il donne en tant que co-auteur du livre "Climate Change and European leadership", en 2000, bien qu'il soit en même temps Directeur environment Chatham House). Parfois il met plusieurs affections en même temps (ex. en 2002, Imperial College et Cambridge, sur Kyoto, cette source inépuisable de publications pour les économistes).

- Auprès de l'exécutif il a été dans le *Climate Change Committee*, et récemment il est à mi-temps à l'**Ofgem**, le régulateur gouvernemental pour les marchés de gaz et électricité de Grande Bretagne.

- Au niveau privé il a été chef économique du **Carbon Trust Cie Limited**, une puissante compagnie d'analyse et de conseil auprès des mega entreprises (qui a dans son CA, un ancien de Shell, un de BP, un ancien de Procter et Gamble..., des conseillers de la World Bank, de la BERD, du TERI, de Pepsi co...).

- Il est ou a été dans le Secretariat de la "**Rockefeller** Foundation Economic Council on Planetary Health at the Oxford Martin School". "*The school supports novel, high risk and multidisciplinary projects that may not fit within conventional funding channels*" ([là](#)). Dans le concil, on trouve Nicolas Stern, Andy Haines (dont on a parlé [ici](#) dans le paragraphe II-1-2.), Mark R. Tercek qui a fait 24 ans de Goldman Sach, Ernesto Zedillo ancien de Yale University, **Richard Branson** de Virgin...

- Au niveau onusien, il a été le Président de "**Climate Strategies**", une organisation internationale particulièrement active autour des COP de la UNFCCC au quatre coins du monde. On y trouve la quasi intégralité de la mouvance GIEC/UNFCCC : les industriels concernés, les banquiers post Kyoto qui ont toujours beaucoup occupé M.J. Grubb (repository.cam.ac.uk..., [là](#)), et les grosses Foundations, US surtout, qui financent les grosses ONGiecs (le français Jean-Charles Hourcade, CIRED/HESS était dans les fondateurs de Climate Strategies"). M.J. Grubb est un *auteur principal* de plusieurs rapports du GIEC.

- Lorsque en 2015 la **European Climate Foundation**, ECF, lance son new *Flagship* ([là](#)) : "*The consortium Industrial Transformation 2050 brings together*", on y trouve "Climate Strategies" longtemps présidé par MJ Grubb, à coté de l'IDDRI longtemps dirigé par Laurence Tubiana, de WWF, du Wupperstal Institut (un Think Tank fort actif à l'Est de Dusseldorf, pour promouvoir les industriels High tech de l'ancienne Rhur, qui est très proche de la ECF et de l'UNEP), etc.

### ● Terry BARKER

PhD d'économie, 1973, sur les importations anglaises, à l'Université de Cambridge. Divers postes ici et là jusqu'en 2005. En 1978 il a créé une compagnie, "Cambridge Econometrics Limited". En 1998 il est entré dans le GIEC comme *Coordinating Lead Author*. De 2005 à 2011 il a un poste de chercheur associé au Dep. of Land Economy de l'University de Cambridge à l'intérieur duquel il a fondé 4CMR, "*Cambridge Centre for Climate Change Mitigation Research*" qui travaille par modèle informatiques alimentés de données interdisciplinaires, ce qu'il faisait avec sa cie et pour le GIEC. Comme tout bon membre du GIEC il dit qu'il faut des sous et qu'il faut les prendre sur une taxe carbone, expliquant que comme les gens sont bien obligés d'utiliser cette énergie, les revenus de cette taxe carbone, que cette élite gèrera, ne peuvent que croître (researchgate.net/... "*Limits of the tax...*", [là](#)). Il était de nouveau *Co-ordinating Lead Author* pour le 4ème rapports GIEC 2007. Il y a pris les responsabilités sur les modélisations interdisciplinaires, mais économique surtout (avec des zests de juridique, de "santé", etc...).

### ● Lenny BERNSTEIN

Lenny Bernstein (1941-2016) a eu un PhD en ingénierie chimie de Purdue University (1969) et travaille 20 ans ingénieur à Exxon sur la qualité des gazoil/essence et l'aspect pollution (c'est même lui qui écrit sur le sujet dans des revues, comme le *New Scientist* en 1984). Puis il passe chez Mobil en 1989 où il regardera l'aspect climat et assistera en 1995 à des meeting onusien pré-Kyoto. En 2001 il se met à son compte crée L. S. Bernstein & Associates, L.L.C., en Caroline du Nordf (dissout en 2008), cabinet qui travaille pour le GIEC. En 2005 il est dans les Associate Editors du livre "Climate Policy - The EU emissions trading scheme" (dont M. Grubb est Editeur en chef). En 2006 il est premier auteur de "*Carbon dioxyde capture and storage: a Status Report*" dans la Revue Climat Policy, développant un raport GIEC de 2005 sur le sujet. Dans la même revue il sera co-auteur d'un article sur le traitement de l'incertitude au GIEC, notamment entre les 3 Groupes.

L'un des "33" donc, en tant que L. S. Bernstein & Associates privé, il est peu après *Coordinating Lead author* du GIEC par exemple quelques mois après Bangkok-2007, en décembre à Bali.

### ● Brian S. FISHER

Il a un PdD d'économie, appliquée à l'agriculture, de Sidney, 1978 où il est ensuite enseignant sur ce même sujet jusqu'en 1984. Il passe au Bureau d'économie de l'Agriculture à Canberra puis en 1988 Directeur du Bureau d'agriculture et de ressources économique (ABARE) ce qui inclut l'énergie et les mines, jusqu'en 2006. Il part alors dans le privé : Vice-Président de "CRA International" (Charles River Associates), un consultant américain avec 23 bureaux dans le monde, en économie/finance (pharmacie, sport, pétrole, etc.) qui produit (pas gratuitement) des calculs Kyoto-carbon trading déjà depuis 1999, qu'utilise le GIEC. Puis il sera Directeur de "Concept Economics Pty Ltd", consultant australien, puis à "BAEconomics Pty Ltd", consultant australien en énergie, minerai, infrastructure, agriculture...

Jusqu'en 1992, son sujet était exclusivement le marché du grain, prix de marché, influence des quotas... Et brutalement en 1992, année de Rio/création UNFCCC, à partir de zéro sur ce sujet, les trois quart de ses publications sont sur le « climat », beaucoup à voir avec les décisions de Kyoto à partir de 1997 ([baeconomics.com.au/...](http://baeconomics.com.au/...), [là](#)).

Pour le GIEC III Bangkok-2007 il signe donc en tant que privé (CRA-international), et a écrit en co-auteur avec Nebojsa Nakicenovic de l'IIASA. C'est aussi à ce moment là, fev. 2008 qu'il est co-auteur d'un article qui conseille, le "climat" aidant le nucléaire pour l'Australie puisque c'est un des trois pays qui a le plus de minerai d'uranium ([inderscienceonline.com/...](http://inderscienceonline.com/...), "*Prospects for nuclear power in Australia and New Zealand*", [là](#)) continuant que le pays pourrait faire aussi de l'enrichissement d'uranium et du "retraitement". En 2008, 2009, on le trouve dans des groupes de modélisations (*Energy Modeling Forum* de Stanford, où on discute modèles du GIEC, celui de IIASA avec K. Riahi de l'IIASA, etc.), toujours en tant qu'entité privée CRA-international, mais c'est financé.

### ● Joyashree ROY

Bachelor (1976) puis Master (1978) d'économie de la nouvelle North Eastern Hill University à Shillong (Inde au Nord du Bangladesh). Elle enseigne et passe un Ph.D d'économie à la Jadavpur University, Calcutta (1991). Ces années là elle publie sur des sujets d'énergie en Inde.

En 1997-98 elle a eu une bourse de Post-doc de la **Ford Foundation** sur l'économie environnementale au **Lawrence Berkeley National Laboratory** du **DoE** (US Department of Energy) au département de *Energy*

*Analysis and Environmental Impacts*. De nouveau en 1998-99, elle obtient un Post-Doctoral Research grant en économie de la NIPFP/Ford Foundation (*National Institute of Public Finance and Policy*).

Elle est toujours en Californie au *Lawrence Berkeley National Laboratory* en 2000 (année où elle passe quelques temps à l'AIE à Paris), en 2001, en 2002, en 2003, en 2004 comme *visiting researcher*.

En 2004 elle intègre le GIEC et à partir de là, comme tout membre du GIEC, sillonne le monde en avion pour ses réunions (contrairement aux autres qui n'en disent rien, elle en donne une liste : Japon, Allemagne, Pérou, Afrique du Sud, Chine, France, Nlle Zélande, Thaïlande...) (CV en .doc sur jaduniv.edu.in/..., [ici](#)).

Sur le continent indien elle est impliquée dans les SANDEE, *South Asia Network on Development, Economics and Environment*, dès sa création. C'est un réseau régional dont les donateurs sont la World Bank, DFID, la Ford Foundation, New Dehli, la Mac Arthur Foundation, l'UNEP... ([sandeeonline.org/...](#), [là](#)). Elle est aussi au sein de commissions régionales et nationales indiennes.

En parallèle à sa présence aux USA, à partir de 2002, elle a obtenu un poste de professeur d'économie à la Jadavpur University de Calcutta. Et c'est elle, alors qu'elle est *visiting researcher* au *Lawrence Berkeley National Laboratory*, qui a initié un *Global Change Programm* à la Jadavpur University.

Elle a été choisie par l'**IIASA** en Autriche à partir de 2008, comme *lead author*, dans des *Global Energy Assessment workshop* et/ou *workshop GEA* en 2008, puis en 2009, puis en 2010.

A partir de 2006, elle fait partie des expertes de la **World Bank** (nécessitant d'autres voyages qu'elle indique : Tokyo, Singapour, Slovénie, Afrique du Sud, Paris souvent, Berlin..., et quelques autres pour l'UNFCCC/UNEP, Genève...).

Elle a été impliquée dans la préparation du rapport STERN, est venue à Londres pour cela, Chatham, en 2006.

Dans ce 4ème rapport du groupe III du GIEC de 2007, elle était *Coordinating Lead author* du chapitre sur l'industrie.

- Pour l'Inde, elle propose comme solution de **faire monter le nucléaire de 9 à 30 %**, une multiplication par plus que trois, pour moins d'un doublement du renouvelable, supposant par ailleurs, dans ses diagrammes théoriques, que le CO2 des charbon, pétrole et gaz "seraient" capturés. Cela (s'il y avait les sous pour), jusqu'à 30%, positionnerait l'Inde, 1,2 milliard d'habitant-e-s, 20 fois la France, parmi les pays les plus nucléarisés (les USA c'était ~ 20%, de nucléaire, en baisse) et en quelques années ratisserait les mines d'uranium du monde. D'autant qu'un autre des "33" de Bangkol-2007, Dai Yande recommande de faire la même chose pour la Chine.

Cela implique, les diapositives de J. Roy sont muettes sur ce point, qu'il faudrait de suite des "dits" "surgénérateurs" (de type "Superphenix", ex. et il en faudrait beaucoup) qui déjà pour fonctionner on besoin de beaucoup de plutonium (l'Inde a la bombe au plutonium depuis mai 1974 et ne signe pas le TNP, et par conséquent le frère ennemi Pakistan s'est dépêché d'avoir les siennes) où qu'il faudrait accomplir ce vieux rêve nucléocratique d'une filière au thorium, sur laquelle d'ailleurs l'Inde fait des expériences depuis longtemps. Rappelons que le thorium 232 n'est pas "fissile" mais "fertile", comme l'U238. Pour le former il faut déjà des réacteurs autres, qui fournissent les neutrons pour irradier le thorium 232 à partir d'un autre combustible nucléaire. Puis il faut "retraiter" pour extraire l'U233 fissile formé (qui peut faire des bombes atomiques au même titre que les Pu239 et U235). Parler plutonium 239 ou uranium 233 (thorium 232) c'est prévoir des mega usines de type "La Hague" sur les cotes de l'Inde, avec leurs rejets marins et aériens. Il faudrait des montants considérables d'investissements, sans parler de l'impossibilité de les assurer, et la pile croissante de déchets métaux lourds irradiants qui irait avec.

Mais Joyashree Roy n'est (évidemment) pas seule dans cette voie. Le rapport IIASA-TERI (2010) "GAINS ASIA : Scenarios for cost-effective control of air pollution and greenhouse gases in india" ([pure.iiasa.ac.at/...](#), [ici](#)) propose un *scénario alternatif* avec multiplication par dix du nucléaire par rapport à 2010, à être fonctionnel en 2030 (passer de 518 PJ/an en 2010, p. 22, à 5352 PJ/an en fonctionnement en 2030, p. 49), quand bien même les calculs montrent que ne résoudrait pas grand chose.

Joyashree Roy appelle sa proposition de nucléaire + supposée capture du CO2 : "green growth" ([wupperinst.org/fa/...](#), [ici](#) diapositive 9). Elle est invitée pour dire cela au Wuppertal Institute de la Ruhr qui est proche de la *European Climate Foundation*..., "Conference Deep Decarbonisation of Material Processing Industries" avec Dr. Martin Porter "Executive Director Industry & Innovation and EU affaires, **European Climate Foundation**"... Elle est retournée encore en Californie pour présenter sa proposition "green growth" (Stanford Energy's Youtube, [là](#) à 18:31).

Joyashree ROY est membre du HESN (*High Education Solutions Network* créée en nov. 2012 par l'**USAID**, United State Agency for International Development) de l'UCB (University of California at Berkeley).



Elle enseigne maintenant à l'Asian Institute of Technology, AIT (sorte d'Ecole des mines) au Nord de Bangkok pour une chaire nommée *sustainable energy*.

### ● Jayant Anant SATHAYE

Il quitte l'Inde avec un Bachelor en 1969 et fait un Master (1971) et un PhD (1974) à l'Université de Californie à Irvin (Los Angeles) : "*Optimization of Design Capacity of an Aqueduct with Intermediate Storage.*" (modélisation théorique non applicable à un cas particulier; [cedb.asce.org/](http://cedb.asce.org/), dockey=0006717) conjointement avec le *Lawrence Berkeley National Laboratory*, et il est question d'étude économique de pollutions dans la baie de San Francisco. Il intègre aussitôt, 1974, le **Lawrence Berkeley National Laboratory** qu'il ne quittera plus (Energy and Environment Division). Les premières années, il est sur des tâches d'analyses d'impacts économiques sur l'énergie, notamment pour la Californie incluant dit son CV écrit fin 1999 ou début 2000 "*the potential environmental impact of a nuclear moratorium*" [qui pouvait difficilement plaire au LBNL], aussi sur des projets d'eau, sur le manque de minerais sur l'économie américaine.

Suite au deuxième choc pétrolier, en 1981-2, avec le support de l'US DoE et de plusieurs ctes pétrolières, il est chargé d'établir des projections long terme des besoins pétroliers de 12 pays en voie d'industrialisation, incluant l'Inde, aussi des inventaires d'énergies alternatives sur les îles très dépendantes de Hawaï (géothermie, vent, solaire...). Pour les USA il est dans un groupe chargé de l'évaluation des techniques d'extraction améliorées de pétrole, qui pointe les risques techniques mais conclut que cela ne posera pas de problème à condition cependant qu'il y ait une bonne réglementation et qu'elle soit respectée ([link.springer.com/article/...](http://link.springer.com/article/...), [la](#)).

Vers la fin des années 1980, le GIEC étant dans les tuyaux des gros labos du DoE, changement de cap. Des principaux pays en voie d'industrialisation sur lesquels J.A. Sathaye avait eu à travailler, on s'intéresse maintenant à leurs émissions de CO<sub>2</sub> : par les énergies fossiles, et aussi l'usage agricole : forêts/déforestation. A partir de 1988 il ne sera plus question d'autre chose avec lui que du « *changement climatique* ». Il est co-auteur d'un chapitre ("*International cooperation to Reduce Greenhouse Gas Emission*") du Draft "pré-GIEC" (quand il n'existe encore aucun rapport du GIEC) de l'EPA pour le Congrès US en fév. 1989 dont D.A. Tirpak, autre des "33" de Bangkok-2007 est co-auteur du "résumé à l'intention des décideurs".

"*Les ateliers et études ont contribué directement au rapport 1990 du groupe III du GIEC. La recherche est supportée par l'US DoE et EPA, l'Asian Development Bank et l'UNEP et, à partir de 1993, par l'US Country Studies Programme qui est multi-agences*" écrit son CV écrit fin 1999- début 2000. Rapidement cela bascule sur le *changement technologique* et la *coopération technique*. C'est le **International Energy Studies (IES) Group du Lawrence Berkeley National Laboratory** dont il est membre dès le départ (1988) et qu'il dirige à partir de 1998 : une quinzaine de personnes + les échanges avec l'extérieur, budget de \$ 2,5 M :

"...avec jusqu'à 15 sponsors, maintien de liaison étroite avec les groupes de sponsors, surveillance du progrès du projet et de l'assurance qualité. Financement de recherche sécurisé de plusieurs bureaux du US Department of Energy, de l'Environment Protection Agency et de l'Agency for International Development, de l'United Nation Environment Programme, de l'Asian Development Bank, et des subventions des compagnies pétrolières majeures et de plusieurs gouvernements étrangers." précise son CV écrit fin 1999- début 2000.

Autres sponsors arrivés pour le *International Energy Studies Group* de Berkeley : USAID (pour travaux sur l'Inde par ex.), la *ClimateWorks Foundation* (ex. lui et A.P. Gupta, 2010), la World Bank, l'IEA...

En 1995, avec un co-auteur ils écrivent ("*Climate Change Mitigation in the Energy and Forestry Sectors of Developing Countries*", [researchgate.net/profile/Jayant\\_...](http://researchgate.net/profile/Jayant_...), [ici](#), p. 395) :

"**Renewable energy sources such as wind, solar energy, and nuclear energy have no direct carbon content.**",

plus loin (p. 402) :

"*The China ALGAS study's second scenario reports a similar sharp drop [en CO<sub>2</sub>] brought about by increased use of hydro, nuclear, and other forms of renewable energy.*"

et pour son pays nourricier d'adoption, note bas de page 427 :

"*Une étude récente de l'US Department of Energy ... a considéré les deux, l'efficacité énergétique et les options d'énergie renouvelable, incluant l'énergie nucléaire, et supporte la réclamation des pays en voie de développement que les pays industrialisés devraient commencer à réduire les émissions de GES chez eux avant de chercher une atténuation bas coût des GES en dehors de leur frontières*"

Sous sa plume de grand expert, 9 ans après Tchernobyl, **le nucléaire est une "énergie renouvelable", point-barre**. Or **J. Sathaye a été lead author de onze rapports du GIEC** à commencer en 1990 et a figuré bien des fois sur les estrades de prestige du GIEC.

Puis l'article parle de scénarios. Un tableau page 404 montre que la Thaïlande économiserait beaucoup de CO2 avec du nucléaire. Et, p. 406, le fondement du GIEC, "comme d'hab." :

*"Mettre en place une taxe carbone réduit les émissions en promotionant..."*

La chanson ne changera plus, tel ce rapport J. Sathaye et al. de Berkeley/DoE, avec aussi J. Roy et du financement de la World Bank (eta-publications.lbl.gov/...,) [là](#), où ils supputent : si on taxe le carbone (sur les 1,2 milliard d'indien-ne-s) à tel prix en Inde il se passera ceci, si on le taxe à tel autre prix, il se passera cela..

Au LBNL il est avec un autre GIEC-III de Bangkok-2007, M.D. Levine qui est le Directeur de l'environnement. Il a publié avec Joyashree Roy, autre des 33 de Bangkok-2007 aussi en dehors du GIEC puisque elle aussi a passé des années au Lawrence Berkeley National Laboratory, au moins de 1997 à 2004, et qu'elle fréquente toujours la Californie, et qui propose pour l'Inde un scénario qui fait monter le nucléaire de 9 à 30 %. Il a co-publié aussi avec James Hansen et par ailleurs avec P.R. Shukla autre des 33 de Bangkok-2007, indien aussi, qui a fait des études supérieures en Californie aussi, qui a un peu travaillé avec le *Pacific Northwest National Laboratory* de l'US DoE, et qui est également un éternel membre du groupe III du GIEC. Un rapport commandé par **Greenpeace international** ("REDD and the effort to limit...", March 2009) à un consultant qui se crée juste à ce moment (KEA 3 Limited) écrit : "*With review and conceptual input by Jayant Sathaye*" qui est le premier remercié avec un autre collègue du Lawrence Berkeley National Laboratory.

En août 2016, J.A. Sathaye est dans un groupe de scientifiques qui écrivent au gouverneur de Californie, avec dès la deuxième phrase du texte :

*"The science is clear that human activity is the dominant cause of warming over the last half-century."*

Même le groupe I du GIEC n'ose pas ce type phrase sans mention de probabilité.

Comme tous, il a considérablement voyagé en avion CO2taxfree de par le monde et la liste des entreprises, ONG, agences internationales, etc. pour lesquelles il fait du travail de consultant est impressionnante.

### III-5. Ceux/elles qui ont trouvé là un objet à leur haut-fonctionariat international

grâce à cette thématique, certain-e-s très bien placé-e-s à l'ONU, ou en charnière avec leur pays

#### ● **Dennis A. TIRPAK**

(formation d'ingénieur en mécanique selon le Washington Post) après avoir travaillé dans l'industrie (dans le pétrole, l'aluminium et un Think Tank sur la Défense) est devenu haut fonctionnaire US puis fonctionnaire international. Il est à l'**Environment Protection Agency, EPA**, du gouvernement américain depuis les années 1970. Il est présent à la conférence de Villach, oct. 1985 en Autriche réputée avoir lancé l'alerte climatique, au coté de T.F. Malone (d'un Phil Jones, de Bert Bolin...).

A la fin des années 1980, pour ce qui est "climat", l'EPA est totalement en phase avec le DoE (les travaux que ce dernier finance, tel l'anglais Phil Jones d'Est Anglia), avec la NASA/GISS de James Hansen, pour la création imminente de ce qui va s'appeler GIEC fin 1988.

En fév. 1989 l'EPA avait sorti pour le Congrès un "draft" "*Policy Option for Stabilizing Global Climate*" (400p.). Puis en décembre 1989 pour le Congrès : "*The Potential Effects of Global Climate Change on The United States*" (450 p.). C'est des rapports "identiques-GIEC" parus avant le premier du GIEC... (qui est d'août 1990). Le rapport EPA de déc. 1989 écrit d'ailleurs, p. 6 :

*"To the extent possible, this scientific assessment will also be developed on an international basis and should be available in 1990".*

D.A. Tirpak est co-auteur du "Résumé à l'attention des décideurs" de celui de février bien qu'il n'a aucune participation au contenu ([là](#)) et il co-éditeur de celui de décembre.

Il en sera de même par la suite dans sa brillante carrière internationale :

- **Secrétaire du** Framework Convention on Climate Change, **UNFCCC** de l'ONU qui est le chassis du GIEC, et dont les COP sont la partie visible,
- à la tête de l'Unité sur le changement climatique de l'**OCDE** (organisation créée initialement comme OEEC/OEEC sur l'exigence des USA pour la distribution contrôlée du Plan Marshall, [là](#) § VII-3).
- *coordinating lead author* au GIEC,

- Président de la "conférence internationale sur les climats" (2005)...

et, comme quasiment tous dans son cas, il est consultant/advisor, pour des gouvernements, l'Europe, des ONG...

### ● **Rob J. SWART**

Après un Msc en génie de l'environnement à Delft (1973-80), il travaille à l'institut national de l'eau potable (RID, à Leidschendam à côté de La Haye/Delft, où il cotoie un autre futur des 33 de Bangkok, G.J. HEIJ). Puis il part dans l'international en Amérique (1983-85) donne des cours de santé publique et pour la prévention en alimentation en eau, sur l'île d'Antigua (à côté de la Guadeloupe) et à Lima au Pérou, pour l'OMS/PAHO (Pan African health Organisation dont le quartier général est à Washington D.C.).

Entre temps, en 1984, le RID a été regroupé avec le *Netherlands Environmental Assessment Agency*, RIVM (qu'on a présenté en § III-1 et avec B. Metz). Et c'est aussi un changement de lieu, Bilthoven (grande banlieue NE d'Utrecht) et de têtes, car le RIVM qui regroupe maintenant 3 anciennes structures gouvernementales devient un complexe important avec des ramifications internationales UNEP, donc UNFCCC/GIEC.

On voit réapparaître R.J. Swart en 1988 (année de création du GIEC), dans un journal de logiciels appliqués ("Environmental Software") : *"Un système informatique interactif a été développé pour les preneurs/preneuses volontaires de décisions... les scénarios sont construits sur les données de croissance économique, la consommation d'énergie, les facteurs d'émissions d'activité dans différents secteurs et des mesures de réduction."* (sciencedirect.com/..., [là](#)). C'est du modèle, et c'est sa méthode et sujet désormais exclusif pendant vingt ans, jusqu'en 2008.

Cette modélisation va devenir le modèle hollandais IMAGE (**I**ntegrated **M**odel for the **A**ssessment of the **G**reenhouse **E**ffect) utilisé par le GIEC. Physiquement à Bilthoven, R.J. Swart est embauché par le GIEC/UNEP.

Il est pris dans le *Stockholm Environment Institute*, SEI (au départ Beijet Institut). Le SEI est dans le groupe de départ du lancement de l'alerte climatique et complètement lié à l'ONU sur le sujet : c'est au SEI qu'avait été donné la coordination du petit Advisory Group on Greenhouse Gases, AGGG, très militant, pour les WMO/ICSU/UNEP en 1986, avec notamment G. T. Goodman et Bert Bolin. Dès 1990 R.J. Swart est co-éditeur de "Target and Indicators of Climatic Change" de ce Advisory Group on Greenhouse Gases (sei.org/..., [là](#)).

Il a fait un séjour "modèles" et "échanges de permis d'émission de CO2" à l'US **EPA** une bonne partie de l'année 1991. C'était donc avec Dennis A. Tirpak, lui-même en phase totale avec les gens du DoE (Oak Ridge, etc.)

### ● **Dai YANDE** (戴彦德, souvent écrit comme **Dadi ZHOU** dans les rapports GIEC)

Il a un Bachelors (1970) puis un Masters in Physics and Engineering (1982) de l'université de Tsinghua à Pékin. Il a un PhD du College of Diplomacy and International Relations de Genève (ville qui héberge des départements de l'ONU), un institut privé qui délivre des doctorats notamment sur dossier (genevadiplomacy.ch/..., [là](#)).

*"Il a été Visiting fellow au **Pacific Northwest National Laboratory** (PNNL) et Visiting scientist au **Lawrence Berkeley National Laboratory** (LBNL) aux États-Unis. Il a été co-fondateur du Centre d'Efficacité Énergétique à Pékin en 1992 en coopération avec PNNL et LBNL."* (carnegieEndowment.org/..., [là](#)).

Il a été 22 ans à l'**Energy Research Institute** (créé en 1980). ERI est classé dans la rubrique académique nationale, a changé plusieurs fois de partenariat/affiliation : la Commission Économique d'État, l'Académie, en 1988 sous la Commission d'État de Planification, en 2003 dans la Commission Nationale de Développement et Réformes, NDRC dont D. YANDE a été DG 8 ans. Lui décrit le rôle de l'ERI comme celui d'un *Think Tank* pour la Commission de Réforme, NDRC, et le Bureau de l'énergie.

L'ERI a de bons partenaires internationaux : Asia Development Bank, IEA, **IAEA**, National Energy Commission, Shell Foundation, UNDP, World Bank (par ex. [là](#)). Aujourd'hui l'ERI possède l'entreprise *Jike New Energy Technology Company*.

Dai YANDE a été conseiller à la World Bank, au Global Environment Facility, GEF (dont le fond est géré par la World Bank) des Nations Unies de 1996 à 2001. Il a dirigé le Programme chinois "lampes vertes" (fluorescentes en remplacement des incandescentes, commencé en 1996) qui, par son intermédiaire, a reçu le support du United Nations Development Program, UNDP.

Il faisait partie de la représentation chinoise au GIEC et a été *lead author* du GIEC-III.

Il est co-auteur du livre "Green low-Carbon Development in China" chez Springer.

Il a été Directeur non exécutif indépendant au China Windpower Group Limited de 2009 à 2014. Il est membre du Bureau de conseil de *China Energy Partners Inc.* dirigé par Paul J. Feldman président de l'électricien Midwest ISO qui se propose de lever des fonds pour acheter des business chinois dans le secteur de l'énergie ([là](#)).

- En 2008 lorsqu'il obtient au **Carnegie Endowment for International Peace** la fonction de *Senior Associate Energy and Climate Program*, il explique qu'il prône d'accroître une coopération entre la Chine et les USA sur l'énergie et la question climatique (nofrackingconsensus.com/..., [là](#)).
- En janv. 2011 a eu lieu à Washington D.C., le 2ème "China Strategic Forum on Clean Energy Coopération" organisé par l' *US Brookings Institution* (Washington D.C., John L. Thornton) et le *China Institute for Innovation And Development Strategy*, CIIDS, créé en 2010 (Zheng Bijian), pour parler business à venir. **Dai YANDE/Dadi Zhou a fait l'introduction et était modérateur**. C'était (de peu) avant Fukushima et coté US, tout le monde était là : Westinghouse, General Electric, Babcock & Wilcox, TerraPower, Duke Energy, DoE, *Lawrence Livermore National Laboratory*, *Idaho National Laboratory*, Rio Tinto, Goldman Sachs, World Bank, et même Siemens, Hitachi et Areva. Idem coté chinois avec les personnages des compagnies correspondantes (brookings.edu/..., [là](#)).
- En 2013-2016 au moins, D. Yande a une collaboration avec le Think Tank US *Rocky Mountain Institute*, qui produit des modèles économique "non carboné", mais aussi avec le **Lawrence Berkeley National Laboratory**, LBNL et **Energy Foundation** ([là](#)), sa branche chinoise. *Energy Foundation* est un holding des grosses Foundations US (ClimateWorks, Packard, W & F Hewlett, Schmidt) et des grosses ONG US (Sierra Club, NRDC, EDF...).
- Le rapport du **Carnegie Endowment for International Peace**, CEIP, "*The future of nuclear power in China*", 2018 (Washington D.C., rapport financé par la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation), mentionne (carnegieendowment.org/..., [ici](#) p. 67, on met en gras) :

*"Particulièrement, avant l'accident de Fukushima, des estimations quasi officielles de l'Agence gouvernementale chinoise pour la capacité d'énergie nucléaire installée en 2050 étaient aussi élevée que 400 à 500 GWé [≈ 450 réacteurs de 1000 MWé, on comprend que le tout nucléaire-US était au forum de janv 2011 mentionné ci-dessus]. Ces estimations correspondent aux nombres utilisés par les scientifiques au Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL) aux Etats-Unis, à commencer à la fin des années 2000, en coopération avec les chercheur/euse/s affilié-e-s au NDRC, qui ont utilisé les données chinoises pour modéliser la demande électrique chinoise projetée et les émissions de gaz à effet de serre."*

Et p. 69 suite à un graphique, après avoir écrit que Fukushima avait affecté ces prévisions (p. 69) :

*"Le scénario sur la figure de gauche, avec moins de modération et plus de génération d'énergie par le charbon et le nucléaire [pour le nucléaire ≈ 2700 TWh], reflète des hypothèses de référence chinoise plus conventionnelles et les données du NDRC's Energy Research Institute (ERI)\* avec la collaboration du LBNL. (...) S'il en est ainsi les chercheurs chinois qui collaborent avec le LBNL disent que la plus grande partie des additions « seront renouvelables et/ou nucléaire »"*

\* NDRC : National Development Research Commission chinoise ([là](#)). ERI et NDRC travaillent effectivement avec le LBNL, *Lawrence Berkeley National Laboratory* sur ces années 2010, par ex. [là](#) avec D. Yande.

On voit Dai Yande à de nombreux meeting internationaux (par ex. au meeting de l'AAAS, American Association for the Advancement of Science, à San Diego en 2010, au Global Engineering Congress en oct 2018 à Londres, etc.,).

### ● Ogunlade R. DAVIDSON

Il a un Bachelor. Eng(Mech), University of Sierra Leone; un M.Sc M.Sc therm-fluid, University of Manchester (1974-75), un PdD, Heat Transfer, University of Salford, Angleterre (1976-79). Depuis 1993 il est Professeur de "mechanical engineering", puis Recteur, de l'Université de Sierra Leone. Il a été Ministre de l'Energie du Sierra Leone. De 2000 à 2003 il a été prof. d'énergie à Cape Town, Afrique du Sud. "*Avant cela, il a été Senior Fullbright Scholar [gouvernement] à l'Université de Californie, à Berkeley, en 1987, et MacArthur Scholar à l'Université de Princeton et au Lawrence Berkeley National Laboratory aux USA en 1990-92.*"

O.R. Davidson est dans le Groupe III du GIEC depuis 1997 et en a été co-président. Il est ainsi co-auteur de rapports du Groupe III avec Bert Metz.

Et comme tous ces experts sans exception : "*He has worked as a Consultant for several bodies including UNESCO, UNIDO, ILO, UNECA, UNDP, UNEP, GEF, UN-FCCC, NEPAD, ADB, World Bank, Batelle laboratories and Carnegie Corporation, New York.*"

### • Sujata GUPTA

Elle a fait un master d'économie à l'Université de Delhi. Déjà à ce moment elle est co-auteure d'un petit papier qui figurera dans un livre "Global Warming Mitigation Strategies and Perspectives from Asia and Brazil" co-édité par R.K. Pachauri.

Puis elle fait un PhD à la *London Business School* (1991-95) sur un sujet GIEC : "*Carbon Abatement costs in an empirical model of the Indian economy : an integration of micro and macro approach*". Et en oct. 1992 quand elle commence à plancher sur cette thèse, elle est sélectionnée pour faire parti des 80 participant-e-s **GIEC-IIASA** "*on Energy-Related Greenhouse Gases Reduction and Removal*" dans le locaux de l'IIASA en Autriche, où elle présente des chiffres sur l'Inde et la Chine (et elle était, semble-t-il au workshop précédent fin sept.)

Son travail de thèse sera utilisé dans un livre (publié en 1997) écrit essentiellement par des personnes de la *London Business School* dont elle est l'une des 4 co-auteur-e-s : "*Argument in the Greenhouse : The international economics of controlling Global Warming*", dans le cadre d'une recherche co-financée par le projet européen JOULE II (dont le Directeur est Pierre Valette qui finance en même temps le programme *ExternE* dont on a parlé [ici](#) dans le paragraphe II-1-2).

Il est répété (par ex. dans sa présentation aux Asia Clean Energy Forum) qu'elle a été *visiting researcher* à l'**IIASA** à Laxenburg mais sans les dates (il semble que ce soit, au moins, en 1996, où elle est mentionnée comme Dr. et au Tata E.R.I.)

De 1996 à 2001 elle est au TATA Energy Research Institute (plus tard appelé **TERI**) Dirigé par R.K. Pachauri. Elle y est *Director of the Policy Analysis* et les mails du *Climategate* montrent que c'est elle qui était en charge des initiatives internationales du TERI avec les partenaires anglais-e-s.

Elle est à un meeting UNEP/GIEC "Mitigation and cost assesment" au Danemark en juin 1997 à Risø (pour ce lieu Risø voir à Kirsten Halsnaes) est contributeur du World Energy Outlook 2000 de l'AIE, est à la COP de 2001 dans l'équipe du TERI, etc. Et en mai 2002 Rajendra k. Pachauri Directeur du TERI est élu Président du GIEC (cela jusqu'en 2015).

Aux Nations Unies en 2002 Sujata Gupta est choisie avec 9 autres comme membres du *panel* de l'UNFCCC, qui gère les COP, y sera jusqu'à 2005.

Elle devient un pilier du GIEC, *coordinating lead author*, souvent avec l'américain D.A. Tirpak, pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième rapport.

Elle rentre à l'Asian Development Bank, ADB, en 2003 à des postes de Direction (tout en étant encore dans le bureau UNFCCC pour au moins une paire d'années, aussi elle est par endroit donnée comme affiliée à la ADB en 2000). Elle continue en même temps d'être co-auteure d'études. Par exemple elle est une des 11 co-auteurs en 2004 de "Cost-effective control of SO<sub>2</sub> emissions in Asia". Le premier auteur est Janusz Cofala de l'IIASA. En 2009 elle publie avec R.K Pachauri ("A reappraisal of WRI's estimates of greenhouse gas emissions"), etc. En 2012, elle est cheffe des investissements dans le Department du secteur privé de la ADB.

### • Priyaradshi R. SHUKLA

Il est professeur au Indian Institute of Management, IIMA, à Ahmedabad au Nord de Bombay dans l'Ouest de l'Inde. Cette école de Management a été créée dans les années 1960 avec l'aide de la Ford Foundation et de la *Harvard Business School* de Boston. P.R. Shukla lui même a fait ses études aux USA en Californie, Master puis PhD à **Stanford** (1979). Il a intégré le GIEC comme membre d'un pays en development en 1993 et ne l'a plus jamais quitté. Il est depuis 2015 dans les Vice-Présidents, aux cotés de V. Masson-Delmotte du french CEA, mais lui dans le groupe III. Dans ces années 1990 il a participé à un rapport (rémunéré) "*Human choice and climate change*" avec le **Pacific Northwest National Laboratory** de l'US DoE.

Il fait partie des 13 personnes à qui avait été commandé pour dec. 2003, le rapport "*Beyond Kyoto : Advancing the International effort against Climate Change*" de l'US **Pew Center**. Il y est co-auteur de la "Think pieces" "*Development and Climate : Engaging developping countries*", 21p. On a parlé de ce rapport pour Laurence Tubiana qui était une autre de ces douze personnes choisies/rémunérées ([là](#) paragraphe II, l'Amérique). Le rapport écrit en introduction : ""*Le Pew Center et les auteur-e-s tiennent à remercier particulièrement le programme d'énergie durable de la Fondation Shell pour son support généreux des six think pieces publiées ici*". Le co-auteur de P.R. Shukla était Thomas C. Heller, professeur en affaires juridiques internationales à Stanford pendant 30 ans (il a monté son affaire personnelle depuis). Le mot « climat » figure à presque chaque ligne mais le sujet est la structure de la finance/économie.

Dans les années 2001-2007, P.R. Shukla travaille notamment en collaboration avec le "National Institute for Public Health and the Environment" hollandais, RIVM, de Bilthoven, qui est aussi un centre UNEP depuis 1994, et dont Bert Metz est par ailleurs Vice-Président du groupe III du GIEC. Sur ces années il a plusieurs communications communes avec la jeune Rutu Dave, qui est là-bas. Notamment les 27-28 septembre 2004 les RIVM et IIMA organisent en commun un Workshop sur la finance et climat à New Delhi dans l'Hôtel Le Méridien., ou Thomas C. Heller est présent avec eux. Il a aussi écrit encore sur l'Inde (2005) avec un autre des 33 signataires du texte de Bangkok-2007, Jayant Sathaye, indien définitivement émigré au *Lawrence Berkeley National Laboratory*, LBNL, et de nouveau en 2013 "*Methods and Models for Costing Carbon Mitigation*".

Il est un lead-author dans les rapports 2, 3, 4 et 5 du Groupe III du GIEC.

L'occupation pratiquement exclusive de P.R. Shukla, qui est aussi comme tous les autres un "consultant", a toujours été le problème économie-climat tel que défini par le GIEC. Il a beaucoup écrit sur son application éventuelle à l'Inde. Il est clair à le lire que c'est mission délicate parce que le mono discours taxes CO2 de ces hauts fonctionnaires internationaux du GIEC et la multiplicité des réalités de de l'Inde sont deux choses très très éloignées. Il est aussi dans les co-présidents de la Commission "Carbon Pricing leadership Coalition", CPLC, avec Nicolas Stern, 2 prof. de la Columbia university de New York, etc., et dont Gerard Mestrallet, Président de Suez est l'un des deux co-président-e-s de la gouvernance. P.R. Shukla a signé la pétition de la **European Climate Foundation** contre le charbon (qui fait vivre l'Inde). Il était membre de la délégation indienne dans les COP.

Son CV de l'université de Ahmedabad ([là](#)) indique que six des "missions" de consultances auquel il a participé étaient financées par l'**Europe**, une autre par l'IDDRI (science-Po-L.Tubiana-R.Baron) une autre par la World Bank, une par l'UNEP, deux autre par **Winrock** International (Rockefeller), une par **USAID**... Il publie aussi 2 fois avec le français J.C. Hourcade du CIRED sur la "*low carbon transition*" en 2015 et est co-auteur d'un article sur les véhicules électriques pour l'Inde en 2016.

#### • Rutu DAVE

Indienne née à Bombay, elle a un Bachelor d'environnement de **East Anglia** (Université où est Phil D. Jones haut personnage du GIEC), Angleterre, en 2000, puis un Master de l'université de Wageningen (entre Utrecht et Arnhem) en **Hollande** en 2002 tout en étant physiquement présente à la **Yale University, School of Forestry & Environmental Studies** dans le Connecticut aux USA en 2001-2002. Elle est là-bas sur les photos des élèves de l'année 2002. C'est un petit entre-aperçu des liens entre les labos de l'UNEP/GIEC aussi distants qu'ils puissent être. La School, propriétaire de très vastes forêts qu'elle confie à des exploitants, d'un gros portefeuille d'actions, d'un parc immobilier..., est l'une des plus riches des USA.

Rajendra K. Pachauri en tant McCluskey fellow a enseigné dans cette **Yale School of Forestry** la fin de l'année 2000, avant d'être élu Président du GIEC en avril 2002.

La Yale University (avec l'Energy and Industry Subgroup du GIEC) a soutenu financièrement un workshop de l'**IIASA** (à Laxenburg en Autriche, [là](#)) des 28-30 sept 1992 : "*Coût, Impact, et Bénéfice possible de la diminution de CO2*" (auquel il semble que Sujata GUPTA a participé).



Fig. 4. Al Gore accueilli à la **Yale University, School of Forestry & Environmental Studies**, New Haven, Connecticut, ici avec le Doyen James G. Speth et deux étudiantes. On est en pleine campagne présidentielle 2004. Al Gore a fait un discours dans la grande chapelle Batell devant 1100 étudiant-e-s le 13/04/2004 (journal de cette School, spring 2004).

**James G. Speth** le doyen de cette Yale School de 1999 à 2009 (donc quand Rutu Dave y était) est juriste. Il sortait de l'**UNDP**, *United Nations Development Programme*, dont il venait d'être **administrateur** de 1993 à 1999, 6 ans. Avocat il a été co-fondateur du **Natural Resources Defense Council**, NRDC en 1970, puis du **World Resources Institute**, WRI en 1982 avec \$ 15 millions de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation. La Mac Arthur Foundation a donné 6,5 millions à cette *School of forestry* entre 1997 et 2008. On retrouvera plus tard J.G. Speth au Bureau de Conseil de **350.org** créé par les Fondations Rockefeller, ainsi qu'à **Demos** un Think Tanks co-créé par Stephen Heintz (qui étudiant, avait milité avec B. Clinton) qui le quitte en

fév. 2001 pour devenir longtemps Président exécutif du *Rockefeller Brothers Fund*. Le *Natural Resources Defense Council* a pris position publique de soutien à Hillary Clinton, "*championne de l'environnement*" lors de la campagne 2016 ([là](#)).

Le site de la Harvard Kennedy School écrit de Rutu Dave ([belfercenter.org/...](http://belfercenter.org/...), [là](#)) :

"... Yale... 2001-2002, où elle a fait une recherche sur les associations public-privé dans le secteur des énergies renouvelables. A l'université de Yale, Rutu a travaillé sur le programme Yale-Programme de développement des Nations Unies (UNDP) sur les associations Public-privé dans l'environnement urbain. Elle a travaillé sur le troisième rapport du International Panel on Climate Change (IPCC = GIEC) et le Global Environment Outlook Report pour ..... (UNEP) à **Bilthoven** en Hollande."

Le 3ème rapport GIEC a été présenté à Genève en février 2001, l'année qui suit son Bachelor à East Anglia (= Bac+3 normalement). Certains des volumes GIEC ont été publiés en 2000 et elle y est déjà remerciée par les Vice-Président Bert Metz (du RIVM où elle a été prise), et O. Davidson autre pilier du groupe III du GIEC, pour relecture (l'année où elle va avoir son Bachelor) du rapport "*Economic cost and benefit of GHG mitigation*", proceedings édités en juil. 2000 d'une réunion qui s'est tenue à Eisenach en Allemagne les 14-15 fév. 2000.

Parmi les auteurs GIEC du 3ème rapport on compte donc Bert Metz alors du RIVM et P.R. Shukla.

**Bilthoven** (grande banlieue NE d'Utrecht) est un des lieux du **UNEP/GIEC**. C'est là que se trouve The Netherlands National Institute for Public Health and the Environment, RIVM (RIjksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu), section Environmental Assessment Agency (Milieu en Natuur Planbureau, MNP ou PLB), = RIVM/MNP :

"**Pour l'UNEP, RIVM a été un centre de collaboration pour l'évaluation, le report et les prévisions de l'environnement depuis 1994.**" ([rivm.nl/bibliotheek/...](http://rivm.nl/bibliotheek/...), [là](#), p. 2).

Par ex. le RIVM/MNP produit l'un des 5 modèles utilisés par le groupe III du GIEC : IMAGE. C'est un modèle « RIVM/UNEP » donc financé par l'UNEP, dans le cadre du *Global Environment Outlook* (comme, [rivm.openrepository.com/...](http://rivm.openrepository.com/...), [là](#) en 97). En 2001, c'est la version IMAGE 2.2.

Le Vice-Président du Groupe III du GIEC, le chimiste hollandais Bert Metz, est alors au RIVM qu'il a joint en fin de carrière, de 1998 à 2005.

A quel titre R. Dave est-elle alumni (ancienne élève) de Harvard n'est pas dit dans la biographie de Harvard mais le Journal de la School Forestry Yale, printemps 2004 écrit qu'elle est : "*Fellow à la John F. Kennedy School of Government at Harvard University...*" (Boston) et qu'elle est aussi en Hollande sur le climat, de encore à cheval sur les deux rives de l'Atlantique.

De 2003 à au moins 2007, année du 4ème rapport GIEC (celui du huis-clos de Bangkok) Rutu Dave est affiliée **RIVM/MNP**. En 2003, elle est à l'hôtel Wyndham à Montréal, Canada, où a lieu une réunion sur "*la dimension humaine de la communauté de recherche sur le changement environnemental global*" organisé par le "International Scientific Planning Committee". Elle fait une présentation dont P.R. Shukla est co-auteur.

Les 1-12 décembre 2003 elle est à la COP 9 à Milan, où sont aussi P.R. Shukla, etc., où les "Think pieces" du Pew Center, dont une par T.C. Heller et P.R. Shukla, servent dans des forum "off" organisés par le TERI de R. Pachauri et l'Iddri de L. Tubiana/R. Baron.

Les 27-28 septembre 2004 les RIVM et IIMA (dont Shukla est le Directeur) organisent un Workshop à New Delhi dans l'Hôtel Le Méridien. Il y a un article de T. Heller et P.R. Shukla ("Financing the climate-friendly Development Pathway with Illustrative Case Studies from India..."). Ruta Dave est aussi une première auteure : "Financing Integrated Development and Climate Strategy", cela avec Heller, kok et Shukla. Heller est juriste de la Stanford University, USA (où il a a probablement eu Shukla comme élève) poids lourd du GIEC. Et en 2007 P.R. Shukla écrit un rapport sur la biomasse en Inde qui de nouveau est publié conjointement avec le RIVM et dans lequel R. Dave, notamment, est remerciée.

Début 2006 dans une équipe de la Commission Européenne "*implementing Sustainable Trade*" l'affiliation de R. Dave est : « *GIEC-Hollande* ».

Dans les pré-versions du rapport 2007 du groupe III du GIEC on voit que R. Dave est responsable des liens entre différent(e)s auteur(e)s, notamment pour régler des problèmes. Dans la version finale, elle est une des cinq éditeurs avec Bert Metz.

Ensuite elle passe à la **World Bank** où elle est spécialiste de l'énergie et climat (selon sa fiche LinkedIn) et puis dans ESMAP, Energy Sector Management Assistance Program, du World Bank Group, à **Washington D.C.**

## • Kirsten HALSNAES

Danoise, après un Master d'économie (1983) elle est une courte période fonctionnaire au Ministère de l'habitat en économie et statistique. Elle est ensuite au *Risø National Laboratory* for sustainable Energy de l'Université technologique.

**Le Risø National Laboratory** est le (petit) "Marcoule-danois", créé pour développer le nucléaire (pacifique pour eux) au Danemark. Il a été inauguré le 06 juin 1958 par Niels Bohr (suite à l'"Atom for Peace" de Eisenhower en déc. 1953). Sa vie sera mouvementée avec abandon d'un projet de réacteur danois, puis abandon d'une collaboration avec la Suède, alors que son budget était particulièrement élevé pour un pays comme le Danemark. Il était tenu par la Commission d'Énergie Atomique (AEK, présidée par N. Bohr jusqu'en 1962) jusqu'en 1976. Risø a eu 3 petits réacteurs de recherche achetés aux américains mis sur une petite péninsule du "Roskilde Fjord" (c'est tout plat, 5 km au Nord de Roskilde, 30 km à l'Ouest de Copenhague), le plus gros, DR3 à eau lourde, 10 MW, arrêté en 2000, et il a eu avec une "cellule chaude". Risø a eu aussi son petit tokamak pour étudier la fusion.

Pour mémoire, aux alentours de Noël 1938, une équipes allemande, les chimistes O. Hahn et F. Strassmann et la physicienne L. Meitner est surprise après avoir bombardé l'uranium avec des neutrons (lents, ralentis) de trouver du baryum par séparation chimique dans leurs produits. Sur la base des connaissances du noyau déjà acquises à l'époque, sur modèle de "la goutte d'eau" du noyau de G. Gamow puis N. Bohr, Lise Meitner et O.R. Frisch argumentent qu'il y a eu fission de l'uranium. Otto. R. Frisch, neveu de L. Meitner est alors à Copenhague avec **Niels Bohr**. C'est ce dernier qui amène aux USA la découverte en 1939. On connaît la suite.

Avec la première crise pétrolière, fin 1973, plusieurs pays se mettent au nucléaire. Pour le Danemark le premier réacteur est prévu pour 1980. Il sera acheté à d'autres mais Risø sera l'expert nécessaire de la chose atomique. Risø assure aussi ce qui a été décrit alors comme de la propagande en faveur du projet, ce qui ne le rendra pas populaire auprès d'une partie de la population. En 1976, le parlement recule la prise décision et en 1985 il votera l'abandon du projet à la frustration d'une bonne partie du personnel de Risø. En 1976 le AEK avait été dissout et il a été demandé au *Risø National Laboratory* de ne plus focaliser l'essentiel de son activité sur le nucléaire mais de considérer toutes les énergies. Cela préparera un succès futur sur l'énergie éolienne danoise (en lien avec les industriels) bien que cela ait d'abord été reçu au Risø comme une humiliation, et on y travaille aujourd'hui sur la pile à combustible.

Dans les années 1990, le centre sera mis à contribution, sur les pollutions, le trou d'ozone puis le « climat ». Il garde un Département important sur tout ce qui est nucléaire à quoi certain-e-s sont attaché-e-s et continuent de défendre, y compris la fusion (JET en Angleterre, puis des pièces pour ITER...). En 2006 il est groupé avec l'Université Technique du Danemark (DTU). En 2007 le nouveau directeur du *Oak Ridge National Laboratory*, et de UT Batelle au USA, le physicien d'origine canadienne Thomas Mason, sortait directement du *Risø National Laboratory*.

- En 2011 sort le **Risø Energy Report 10 : "Energy for smart cities in an urbanised world"**. Tout devra être "smart" (borne de recharge de votre voiture électrique rattachée au "linky", etc.), des technologies silicon valley "*integrated information and communication technologies*" partout. Dans "Conclusions et Recommandations": la définition inclue : "*smart city is ... city focused on .... **small carbon footprint***" et plus loin : "*la demande que ces smart solutions va faire sur le marché va grandir dans les décennies à venir afin de réduire les émissions globales de CO2*". Les transports, notamment les voitures individuelles, des smart cities du Risø report doivent être électriques ou "*sur du carburant produit par la biomasse*". En même temps le Risø rapport prévoit "*une croissance économique saine*". Ils parlent bien de mini-éoliennes sur quelques toits certes, mais... Les deux reviewers choisi(e)s de *smart cities* sont, comme Kirsten Halsnaes, deux signataires de Bangkok-2007 qui a officiellement mis le nucléaires sur le même plan que éolien, solaire et biomasse au nom du GIEC : S. Kahn Ribeiro qui promeut le carburant fait des grandes plantations de canne à sucre dans son pays au Brésil et, plus proche de l'Europe où il n'y a pas de canne à sucre, l'allemand "*Dr. Hans-Holger Rogner, International Atomic Energy Agency*" ([orbit.dtu.dk/...](http://orbit.dtu.dk/...), [là](#)). Une petite vengeance à prendre sur 1985 par le Risø ?

▪ En fév. 1992 K. Halsnaes est embauchée **UNEP** et va y rester sa carrière, physiquement toujours postée au *Risø National Laboratory* au Danemark, comme haute fonctionnaire internationale. Comme tout ces autres expert-e-s les voyages à travers le monde commencent aussitôt, à Delhi et deux fois à l'**IIASA** en Autriche cette année là. En 1993 trois fois à l'**IIASA** en Autriche, encore à New Delhi au TERI (directeur Pachauri), à l'AIE/OCDE à Paris. En 1997 elle valide un PhD d'économiste qualifiée de la Roskilde University. A partir de 1998 elle devient une leader UNEP dans les calculs de *mitigation* (atténuation) et de finance notamment appliqués aux pays en développement. Elle travaille alors en commun avec d'autres piliers du GIEC-III sur



ces sujets là : P.R. Shukla (ou aussi Amit Garg) du Indian Institute of Management, IIMA, à Ahmedabad, et aussi, répétitivement, le même sujet repris chaque année, sur "*costing methodology*" notamment avec Anil Markandya\* (alors à l'université de Bath, Angleterre). Étant UNEP qui est l'un des deux parents du GIEC, elle est une experte du groupe III des rapports GIEC.

\* On revoit Anil Markandya plus tard co-auteur d'un article dans *The Lancet*, "Electricity Generation and Health", qui s'appuie comme il ne le dit pas exclusivement sur le projet européen/ORNL *ExternE* dirigé par Pierre Valette pour remplacer le charbon par du nucléaire ([ici](#), § II-1-2).

### ● Adil NAJAM

Pakistanaï qui a émigré à Boston.

Actif dans sa jeunesse (il a fait de la radio sur le sport et autre sujets, des écrits, des dessins dans des revues), il a un Bachelor à l'université d'ingénieurs et technologie de Lahore (1989, "computer Aided Analysis, Design et Drafting for commercial complex").

Le mot environnement (*Conservation et sustainable development*) apparaît aussitôt, en 1989, dans ses CV en même temps que le nom des gros organismes qui travaillent avec ONU et gouvernements : **IUCN**, International Union for Conservation of Nature (associé à l'**UNEP** et **WWF** en 1980, dont le siège comme celui de WWF est à Gland au bord du Lac de Genève en Suisse, IUCN proche aussi de l'**US Asian Foundation** qui a reçu du financement de la CIA jusqu'au milieu des années 1970, avait signé des accords avec les Affaires étrangères pakistanaïse en 1982) et l'**USAID** (soft power américaine qui travaille aussi souvent en binome avec l'Asia Foundation).

Il reçoit un Fulbright/US State Department Award to study "Grassroots Democracy in USA" en 1991, année de son américanisation. On l'aperçoit *co-chercheur* derrière J.C. Ribot, un *McArthur fellow* de Harvard (après l'avoir été au *Lawrence Berkeley National Laboratory*) pour un livre "Climate variability, climate change and social vulnerability in the semi-arid tropic" par la fondation Esquel, avec une conférence des 27/01-01/02/1992 à Fortaleza au Brésil.

Et c'est Boston. Pour le décor, la *Fletcher School of Law and Diplomacy* de la Tufts University (Banlieue NE de la ville, impliquée dans les accord de l'*US Asian Foundation* avec Pakistan 1982), la Boston University, le MIT, Massachusetts Institute of Technology, et la Harvard Law School, sont tous à quelques kilomètres les uns des autres dans l'agglomération de Boston avec des liens croisés.

Jusqu'à 1997 A. Najam passe un Msc avec comme mémoire "*Developing Countries in the Politics of Sustainable Development.*" suivi d'un PhD, mémoire "*Developing Countries in Global Negotiations — Getting Beyond the Lowest Common Denominator*" au "*Department of Urban Studies and Planning*" partie de la *School of Architecture and Planning* du MIT. Pour le PdD il disait : "J'utilise le jeu *Chlorine* comme outil pour rechercher le comportement des pays en développement dans la politique environnementale internationale", un jeu de rôles avec "industriels", "ONG", etc., fictifs. C'est un logiciel du MIT, supervisé par le Pr. Lawrence Susskind, du Department de "*Environmental and Urban Planning*" qui était en même temps à la Harvard Law School ([web.mit.edu/...](http://web.mit.edu/...), [là](#)). Bien des années plus tard, l'Iddri-Science-Po/Laurence Tubiana avec des étudiants s'essaieront à leur tour à ce petit jeu ([cairn.info/...](http://cairn.info/...), [là](#)). Parallèlement Adil NAJAM a des petits enseignements, fait des articles pour l'*Union of Concerned Scientists* (ONG US), et encore avec l'IUCN.

L'été 1994 il est sélectionné par l'**IIASA** pour le stage d'été dans ses locaux à Laxenburg en Autriche. De retour des années plus tard à l'**IIASA**, où il est de nouveau invité pour un speech ("100% GIEC-véritable", et en version théâtrale), il dira que cela lui a donné un réseau, des ami-e-s et des idées ([iiasa.ac.at/...](http://iiasa.ac.at/...), [là](#)). De plus il est entré au *Governing Council* de l'**IIASA**. En 1995 il est retenu comme *John D. Rockefeller Research Fellow* pour un stage d'été à la **Yale University** (à New Haven au SW de Boston) et le même été il est invité à la session du **Aspen Global Change Institute** (dont on parle [là](#)).

A partir de 1997 quand le PhD se termine il a des emplois d'assistant à la Boston University et (à partir 2003) à la *Fletcher School law diplomacy*. A cette époque, outre le GIEC, il a fait partie de quelques commissions pakistanaïses (2001, 2002).

Enfin à partir de 2007 à la Boston University il devient Frederick S. Pardee Professor of Global Public Policy, aujourd'hui le doyen de cette School.

En 2011 il deviendra Trustee de **WWF**-international (l'est toujours en 2019) et en 2013 de l' (US) **Asia Foundation** dont on a parlé plus haut (qui travaille en partenariat avec Google notamment). Il devient aussi (jusqu'à fin 2020) Président du Bureau du conseil du *Luc Hoffmann Institute* ([luchoffmanninstitute.org/...](http://luchoffmanninstitute.org/...), [là](#)) qui est plus ou moins une branche de WWF, même siège à Gland en Suisse, et qui travaille en outre avec

l'IUCN et l'UNEP, Institute qui milite, discrètement, en faveur de l'usage des OGM (la biomasse est fort présente dans le groupe III du GIEC).

Adil NAJAM est un des auteurs des 3ème (début 2001) et 4ème (2007, Bangkok...) rapports du GIEC. En 2008, il est entré au Committee on Development (CDP), un organisme de conseil au UN ECOSOC.

Il est actif dans les média et a son compte twitter. Comme tous ces experts, il est parallèlement consultant et conseiller des organisations internationales, ONG et gouvernements.

#### ● Peter BOSH

est Hollandais, il a fait un Master de droit à l'Université Erasmus de Rotterdam (1978-82). Il est embauché au Bureau Central de Statistiques de Hollande. En 1989 (le GIEC vient de se créer, et les hollandais avec l'UNEP co-créateur du GIEC, sur son petit territoire, sont très actifs) il trouve sa voie définitive (derrière Roefie Hueting) : introduire les méfaits de l'environnement, c'est le « climat », dans les calculs financiers prévisionnels. Il font un rapport pour **WWF** sur ce sujet en 1992. Il est notamment dans les problèmes de calculs pour accorder les *Green Stamps* (1994-95).

Puis il passe à l'Europe. De la fin des années 1990 jusqu'à 2004, il est Directeur de projets à l'**EEA**, European Environment Agency, interface entre politiques et scientifiques dont le rôle est de collecter des données et aussi de commander des rapports à droite à gauche. Mais changement, de 2004 à la fin 2006, il est "*Head of Immigration and Asylum Unit, European Commission, Directorate General Justice, Freedom and Security*". En 2007, retour à son sujet de prédilection, il est pris dans le groupe III du GIEC pour ce 4ème rapport et Bangkok donc. Son statut n'est pas très clair. A la 13ème COP de l'autre coté de la Terre à Bali (avec toute la collection d'ONGiecs : Avaaz.org, Oxfam, Greenpeace, Moveon.org, Getup!, 1Sky/350.org, Climate Action Network, WWF, E3G, etc., dec. 2007), son affectation est *Netherlands Environmental Assessment Agency* (d'où vient Bert METZ, où est passé Ruta Dave, où il y aura BertJan HEIJ, trois autres du groupe III de Bangkok-2007) alors que sur le listing du Groupe III du GIEC, son affectation est : *ecofys*.

**Ecofys** est un consultant en plein dans le business carbone qui travaille pour les gouvernements, les corporations, WWF, le GIEC, la World Bank et les fournisseurs d'énergie, contre rémunération. Ecofys est un collaborateur de la **ClimateWorks Foundation** ([climateworks.org/...](http://climateworks.org/...), [là](#), créée en 2008 en binôme avec la *European Climate Foundation* coté européen).

Depuis (au moins 2009), il devient monsieur "Climate Resilient Cities". Il fait cela à partir d'un poste au TNO (Toegepast Natuurwetenschappelijk Onderzoek; en anglais : Netherlands Organisation for Applied Scientific Research) sorte de "CNRS-hollandais", très high tech., qui travaille pour la Défense, l'industrie, l'énergie, qui produit de l'expertise (lorsque P. Bosch était Directeur à l'EEA, il avait passé des commandes au TNO). L'Europe continue de passer des commande au TNO sur les *Resilient cities* où Peter Bosch est chaque année coordinateur (par ex., [resilientcities2018.iclei.org/...](http://resilientcities2018.iclei.org/...), [là](#)).

#### ● Diana URGE-VORSATZ

(elle donne son CV; [ceu.academia.edu/...](http://ceu.academia.edu/...), [là](#)) Msc 1986-92 en Astrophysic, à Eotvos Lorand Univ., Budpest (elle travaille l'été 1990 à la centrale nucléaire de Paks, 4 réacteurs VVER-440, avec Bechtel Corporation précise-t-elle, qui est une cie US internationale; [bechtel.com/...](http://bechtel.com/...), [là](#)).

PhdD, environmental Science and engineering, 1992-96 à l'University of California, Los Angeles et 1994-1996 au **Lawrence Berkeley National Laboratory**, LBNL : Energy Environment Division. Elle est par conséquent dans le service d'un autre GIEC de Bangkok-2007 : J.A. Sathaye. Sur ces années elle a d'abord eu une bourse de la CEU (ci-dessous, américaine privée) puis un *Fullbright Fellowship* (i.e. gouvernement US). Au retour à la **Central European University** (CEU), Budapest, elle est associate professor sur 2001-2007, et professeure depuis 2007. En pratique elle est cheffe du Département de science et politique environnementale sur 2001-2007, Directrice du Center for Climate Change and Sustainable Energy Policy (3CSEP) à partir 2007.

La Central European University, CEU, à Budapest est privée. Elle offre des cours en anglais, et est dirigée par Michael Ignatieff qui venait de Harvard, spécialité médias et politiques publiques, et qui a été leader du parti libéral du Canada. La CEU a été **fondée** par le financier milliardaire **Georges Soros** en 1991. Elle est officiellement rattachée à l'État de New-York. Gorges Soros lui-même y a donné des cours (en 2009; [georgesoros.com/...](http://georgesoros.com/...), [là](#)).

D. Urge-Vorsatz est au GIEC depuis 2003 et est entrée dans les vice-présidentes du groupe-III en 2015. Elle est membre du Advisory Panel de la **European Climate Foundation** (en compagnie de Bert Metz qui est aussi visiting professor à la CEU, et de notre Laurence Tubiana nationale...).

### • Igor A. BASHMAKOV

Center for Energy Efficiency (CENef), « Russie », une ONG fondée in 1992 pour promouvoir l'efficacité énergétique et la protection de l'environnement en Russie. Le CENef a été créé par : **le Pacific Northwest National Laboratory** of Battelle Memorial Institute (USA), World Wildlife Fund (**WWF**, USA), and International Social and Ecological Union (Russia)" ([cenef.ru/...](http://cenef.ru/...), [là](#)). Cette ONG CENef a des "clients" et elle a des sous... qui viennent de l'**UNEP**, la **World Bank**, IFC, le GEF/UNDP, la **BERD**, l'**USAID**, TACIS, l'IEA, U.S. Et réciproquement, CENef a fait : plus de 100 workshops au nom des UNEP, IEA/OECD, IPCC (GIEC), U.S. EPA, World Bank, USAID, and ASE.

## III-6. Des techniciens happés par le GIEC

### ▪ BertJan HEIJ ou G.J. HEIJ

Hydrogéologue hollandais avec un Msc en 1971, qui travaille alors à l'Institut National pour l'alimentation en eau des Pays Bas (Rijksinstituut voor Drinkwatervoorziening, RID) : travaux sur la connaissance des aquifères hollandais. En 1982 il est co-auteur d'un fascicule technique du IRC d'introduction à l'hydrogéologie. Le IRC, International Reference Center on Community Water Supply est une association/ONG liée à l'État hollandais, qui a reçu agrément de l'OMS, pour diffuser à bas coût du savoir de base sur l'eau potable dans les pays en développement. En pratique le IRC était une annexe du RID, basée à La Haye.

En 1984, le RID est regroupé avec le *Netherlands Environmental Assessment Agency*, RIVM. C'est aussi un changement de lieu, Bilthoven et de collègues et d'ambiance, car le RIVM qui regroupe maintenant 3 anciennes structures gouvernementales devient un complexe important avec des ramifications internationales : un lieu d'implantation **UNEP**.

G.J. Heij continue l'hydrogéologie.

A la fin des années 1980 et jusqu'à 1995, G.J. Heij change assez radicalement de sujet, devient un co-responsable, il semble être éditeur plutôt que auteur, de l'étude des dépôts acides aériens sur la Hollande. Son Directeur au RIVM/MNP Leen Hordijk, revenait d'être, de 1984 à 1987 leader du projet pluies acides à l'IIASA à Laxemburg en Autriche. Les deux sont parmi les co-signataires d'un article sur le sujet en 1991 (la conclusion en 1995 de ce travail, sera que le dépôt acide principal en Hollande est **liée à l'azote de l'activité agricole, NH<sub>x</sub>/NO<sub>3</sub>** et que ce qui est nocif pour les plantes est l'**ozone** lorsque se produisent des pics de pollution à l'ozone).

Nouveau changement d'activité après 1995, il bascule sur le sujet du "climat", d'abord probablement en adaptant les méthodes utilisés en étude de pollution à la molécule CO<sub>2</sub> (pour trouver les zones d'émissions et celle d'absorption de CO<sub>2</sub>). Il travaille alors avec M. KOK du RIVM et dès 1998 ils participent à des réunions GIEC (nov 1998 à Kadoma au Zimbabwe, les voyages en avion commencent). Bien que M. Kok ne soit pas dans les 33 de Bangkok-2007, il est du groupe III du GIEC et publiera avec Bert Metz, avec P.R. Shukla, avec le juriste de Stanford T.C. Heller, avec R. Dave...

En 2001 et 2002, Kok et Heij sont dans les co-éditeurs de publications nationales de synthèses sur le "climat", plus concrètement sur les sources et zone d'absorption des gaz à effet de serre sur la Hollande.

▪ Du 29 avril au 3 mai 2002 Heij est parmi les 125 participant-e-s internationa/ux/les au workshop de l'Institut Goddard de la NASA intitulé "Air pollution as climate forcing" : à Honolulu, Hawaï ([giss.nasa.gov/...](http://giss.nasa.gov/...), [là](#)). L'éditeur est le grand chef de cet Institut, un des fondateurs du GIEC, James Hansen, qui fait un exposé d'introduction. On peut retenir cette période comme début d'une nouvelle phase dans la carrière de Heij. Il est maintenant dans l'optique climat-alarmiste du GIEC. A partir de ce moment l'activité de BertJan Heij est d'écrire et de courir le monde à dire ce qu'il faut faire en prévision de ça (notamment pour l'eau, son domaine de compétence, en prévision des sécheresses et inondations annoncées par le GIEC). Il change sa signature. Celle du professionnel était G.J. Heij, celle de ce qu'on peut appeler désormais un militant est BertJan Heij.

Lui-même à partir du RIVM/MNP-"climate change" prendra des initiatives (2005) pour faire travailler des anglais du GIEC sur la Hollande (paléoclimat), se chargeant d'obtenir le financement comme l'ont montré les mails du *Climategate*. Pourtant quelque chose coince au niveau administratif. C'est à peu près dans la période du 4ème rapport GIEC, et celle des 33 signataires de "Bangkok", qu'il n'est plus au RIVM et a créé sa propre entreprise de Consultant, *Bergonda Science Communication*. Il continue à militer avec le Co-operative Programme on Water and Climate (CPWC), une structure qui a fonctionné de 2004 à 2010, notamment avec des soutiens-financements de la FAO/UNESCO/UNDP, notamment en Indonésie. Il est mort d'un cancer à 63 ans en 2010 ([hydrology.nl/...](http://hydrology.nl/...), [là](#)).

### ● Shigeki KOBAYASHI

Il est du laboratoire central de recherche et développement de Toyota. Dès 2004 chez Toyota, il est présenté comme *lead author* du GIEC. En 2009 (environmentportal.in/..., [là](#)), avec 2 autres GIEC, S. Plotkin et S. Kahn Ribeiro, il défendent des voitures hybrides, opportunité pour Toyota.

### ● Mark D. LEVINE

Il a d'abord fait des études de chimie, à Berkeley dans l'équipe de I. Tinoco, des calculs de modélisation de molécules ("*The stability of ribonucleic acid in solution: model calculations*"), PhD qui sera inscrit en juin 1975. Pour un travail qui a du être fait plus tôt puisque lui-même expose lors d'une audition devant une Commission US en 2008 (uscc.gov/sites/..., [là](#)) : "*Après avoir obtenu un PhD de l'Université de Californie, Berkeley, en Chimie, j'ai bifurqué sur l'étude et l'analyse des problèmes énergétiques. Je me suis spécialisé dans l'efficacité énergétique, les technologies, les composantes économiques, et leurs politiques. J'ai travaillé dans le domaine de l'énergie à temps plein depuis 1972, d'abord pour la **Ford Foundation** (deux ans), pour **SRI International** (4 ans et demi) et finalement pour le **Lawrence Berkeley National Laboratory [LBNL]** (30 ans). En plus du management et des responsabilités de recherche au LBNL, j'ai participé comme auteur principal de rapports majeurs sur l'efficacité énergétique et le futur énergétique pour le U.S Department of Energy, le World Energy Council, l'Agence Internationale de Développement, la Environmental Protection Agency...*".

Il avait complètement abandonné la modélisation biochimique pointue de sa période de thèse.

Dans le domaine énergétique, au départ il a travaillé sur le souffre du charbon, et un peu sur toutes les énergies fossiles, dans une optique de prospective où il prônait la prudence dans les usages (pour le charbon, comme pour le nucléaire aussi, et idem pour le pétrole). C'est la pollution, les polluants, qu'on étudiait alors. Ses rapports défendaient volontiers l'éolien.

Son pôle d'intérêt a de nouveau changé. Sa grande spécialisation est devenue le secteur de l'habitat résidentiel, la construction, l'énergie, les appareils domestiques..., cela dans des rapports très officiels, de l'EPA, du DoE..., et c'est sur ce sujet précis qu'il connaît bien qu'il a participé au 4ème rapport du Groupe III du GIEC en 2007.

En 1988, le DoE finance une conférence sur les marchés énergétiques chinois à Nanjing. C'est la création du *China Energy Group* du **Lawrence Berkeley National Laboratory** que Mark D. Levine va diriger pendant des années. Cela intéresse des grands groupes, il est conseiller de Dow Chemical Cie, il y a du financement de la Packard Foundation, etc. En même temps il est Directeur de l'Environnement au LBNL de 1996 à 2006, là où se trouve aussi un autre des 33 signataires de Bangkok-2007 : J.A. Sathaye.

Le *China Energy Group* est une structure un peu informelle qui permet aux deux pays d'avoir des contacts par delà les aléas politiques. Il en explique facilement l'utilité, il s'agit des deux plus gros consommateurs d'énergie au monde, des deux plus gros marchés, etc. et aujourd'hui on peut qualifier M.D. Levine pratiquement de diplomate.

Avec le GIEC, les débats des années 1970-80 ont dérivé. On ne parle plus de pollution mais de CO<sub>2</sub>, et concrètement c'est des histoires sans fin de taxes-CO<sub>2</sub> qui n'arrangent rien dans les rapports entre ces deux puissances. Cela repose sur les dogmes du groupe I du GIEC comme M.D. Levine le cite dans son auditions en 2007 : "*C'est à cause du temps de résidence long du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (> 100 ans)*", postulat qui est contestable et contesté, déjà au vu de la disparition du C-14 des... tirs atomiques de ces gros labos du US DoE et autres soviétiques. Pour atteindre une réduction importante des rejets de CO<sub>2</sub> chinois, Mark D. Levine dit dans ses exposés en tant que leader du *China Energy Group* du LBNL qu'il faut "*de plus grands investissements dans l'éolien, le photovoltaïque et le nucléaire.*".

# Annexes

## A-1. L'ONG IIASA, voir :

<http://thefrenchnuclearway.anegeo.org/ideologie/docsideologie/Aspen-et-IIASA.pdf>

## A-2. La World Bank

### *International Bank for Reconstruction and Development, IBRD*

#### A-2-1. Création

La World Bank a été créée avec le FMI par les accords dit de Bretton Woods de juillet 1944 en présence de représentants de 44 pays\*, ratifiés par le Congrès américain en 1945.

\* dans le vaste hôtel dit du Mont Washington (car il a une belle vue sur le Mont Washington, 1917 m, qui est à 14 km) de Bretton Woods, une bourgade du New Hampshire au NE des États-Unis. La conférence "internationale", les alliés et ceux de leurs cotés (Chine de Tchang Kai-Chek), on est en pleine guerre partout, dura 3 semaines. Tous le participant-e-s ne parlaient pas forcément bien l'anglais, ni ne connaissaient réellement le dossier. Les USA étaient en position hégémonique et pour beaucoup d'autre il s'agissait de ne pas rater un train qui se ferait sans eux.

- L'ordre monétaire post-guerre adopté là comporte deux entités :
  - 1) Le Fonds monétaire international (FMI) expert financier qui i) surveillera les taux d'échanges et, ii) avec des ressources fournies par ses membres, en or et en dollars, prêtera sur court terme pour combler des problèmes de balances des paiements.
  - 2) La World Bank ou IBRD, *International Bank for Reconstruction and Development*, qui lèvera de l'argent sur les marchés de capitaux et le prêtera sous certaines conditions au taux du marché, pour du développement sur du long terme, et pouvant dispenser du conseil. Elle a aussi quelques fonds minoritaires des pays membres.

Ces deux entités sont des "agences spécialisées" de l'ONU.

- A ce moment à eux deux, États-Unis et Grande-Bretagne ont pratiquement 50 % des voix dans ces entités. Les deux institutions ont leur siège à Washington D.C. pas loin de la Maison Blanche.
  - L'URSS est présente mais elle ne ratifiera pas ces accords, puis, elle les dénoncera en 1947 comme "filiales de Wall Street".
- Le Japon et l'Allemagne intégreront en 1952.

#### A-2-2. Fonctionnement

- Il s'établira un *accord de gentlemen* que ce soit les USA qui nomment le/la président(-e) de la World Bank (la représentation étant proportionnelle au poids financier du pays contrairement à l'assemblée de l'ONU; il y aura des rajustements) mais pas celui/celle du FMI qui, en pratique, revient à des européen-ne-s. Mais même là au FMI, cette nomination est doublée par un *first deputy managing director* nommé par les États-Unis. "*Le département U.S. du Commerce tient un bureau de liaison à la World Bank... pour informer et conseiller les compagnies américaines à se positionner pour des contrats qui vont résulter d'un prêt de la World Bank.*" (Woods 2006, p. 203).

Les banquiers états-uniens avaient été initialement très en retrait sur ces créations jugées trop interventionnistes et trop publiques. Mais finalement... tout dépend de qui dirige, parce que le fonctionnement interne de la World Bank est hiérarchique.

- La banque lève de l'argent sur les marchés financiers en vendant des obligations notées AAA, à des fonds de pension, des compagnies d'assurances, des corporations, des banques, des individus. C'est un taux plutôt bas, c'est la garantie de sûreté qui intéresse ces preneurs. Cette garantie vient de l'apport annoncé de fonds des pays riches, dont seulement une partie minimale est versée à la World Bank, mais ces sommes, non versées, sont réputées pouvoir être appelées en cas de problèmes. Une autre sécurité devenue la plus importante est que les prêteurs savent, historiquement, que les pays emprunteurs ne pourront échapper à avoir à rembourser, jusqu'au dernier centime (le FMI est là pour ça).

- Les remboursements des pays en développement se font donc eux à un taux proche de celui du marché\* donc à un taux plus élevé. Ils sont étalés sur des années, ce qui génère un revenu auquel s'ajoute une marge ("spread") montée à un moment en 1982 à 1,5 % sur tous les prêts, redescendue à 0,5 % en 1985 (Woods 2006, p. 197). Cela permet de couvrir les dépenses administratives, faire des réserves. La banque peut se permettre d'avoir beaucoup de salarié-e-s avec des salaires plus élevés que la moyenne. Elle peut rémunérer des consultants, financer de nombreuses études, des séminaires, faire des publications... De ce point de vue elle est relativement indépendante des États. Par ailleurs, plus elle fait de prêts, plus son revenu augmente (tentation à certaines périodes où il y a de l'argent à placer de faire des prêts même si toutes les règles ne sont pas suivies comme l'a relevé le rapport Wapenhans; car dans ce cas elle est en compétition avec les banques privées). Il y a ce paradoxe que ce sont les pays qui empruntent qui portent le coût de la World Bank mais ce sont les pays du G7 qui décident (nomment les présidents, etc.; Woods 2006, p. 199).

\* Alors que le plan Marshall pour une certaine reconstruction des pays européens était surtout en dons

- Les décisions doivent se faire avec une majorité de 70 à 85 % suivant le degré d'importance. Possédant 17 % des voix, les USA ont pouvoir de blocage sur les décisions qui demandent le 85% (ça a été calculé pour).
- La Bank sélectionne des projets précis, les 15 premières années c'est essentiellement pour des voies de communication, barrages, mécanisation de cultures d'export. Une bonne partie du prêt revenait aux pays industrialisés qui vendaient matériaux industriels (bulldozers, tracteurs, matériel électrique, ferroviaire, ciment...) et services (techniques notamment). Il y a eu à cette époque des prêts aux colonies, dont la plus grande partie servait à des achats au pays colonisateur, cas de la Belgique vs Congo Belge (aussi France et Grande Bretagne; E. Toussaint, articles et livre "Banque mondiale une histoire critique"). Ces pays une fois officiellement indépendants devront rembourser ces emprunts.
- La World bank travaille souvent en duo avec le FMI dont on il est notoire qu'il exige "des réformes" mais la World Bank réclame les mêmes, pousse à une économie résolument libérale : pas de protectionnisme (d'une industrie nationale par exemple, cela dérive en partie de ce qui s'était passé entre les deux guerres où plein de pays le faisaient et résultat considéré désastreux), pousse à la croissance, à la spécialisation et à l'export, i.e. augmentation recherchée du rôle du marché, des droits de propriétés privées au dépend des États. FMI et World Bank ont au moins plusieurs réunions communes annuelles mais certains binômes de présidents se voyaient sans cesse.
- En 1960 est créé l'IDA, *International Development Association*, pour donner des fonds à des pays pauvres à un taux très avantageux. Ces fonds viennent d'un fond séparé donnés par des gouvernements dont l'accord est dès lors nécessaire pour la reconduction (c'est eux qui décident) Les États-Unis sont initialement le plus gros donateur mais cela changera, ce sera le Japon (22 %) en 2005 (mais comme la structure administrative de départ n'a pas été modifiée, c'est toujours les USA qui ont le plus de voix). L'Allemagne et la Grande Bretagne sont aussi de gros donateurs, la France un peu moins. Ce fond est réalimenté tous les 3 ans. Il était de \$ 23 milliards vers 2005, moitié par les donateurs, le reste de remboursement, de non utilisés précédents, de retour d'investissement et de \$900 millions du budget IBRD (Woods 2006, p. 198).

### A-2-3. Petit historique sous ses présidents successifs (en aucun cas exhaustif)

- 01/07/1949 (à 31/12/1962), H. Truman à nommé **Eugene R. Black** président de la World Bank. "*Eugene R. Black [a été] président de la banque centrale américaine, la Fed; Black a été un trustee du Population Council créé par Rockefeller, de la Ford Foundation, du Brooking Institute et directeur de la Chase Manhattan Bank de Rockefeller;*" (Bureau d'étude 2015, p. 21).
- Suite à la révolution chinoise de 1949 : 1) la banque n'accepte que Taiwan dans ses membres (c'est en 1973, avec la visite de R. Nixon à Mao-Tse-Tung que le siège du pays sera déplacé en Chine continentale), 2) les USA regardent les pays en "sous-développement" comme du terrain favorable à une "contagion" communiste. Pour contrer ça il va falloir aider les gouvernements de pays en voie de développement, ceux réceptifs s'entend.
- Cela s'appliquera ensuite brutalement à l'Amérique latine avec la révolution cubaine en 1959.
- Mais aussi, les USA regardent les pays en développement comme des marchés en puissance.
- janv 1963 (à mars 1968), J.F. Kennedy nomme **George D. Woods** qui est président d'une banque d'affaire, *First Boston*. Il a augmenté le nombre d'économistes dans la World Bank. A la fin des années 1960 l'Inde est le plus gros emprunteur de la World Bank (arrivé à un total \$ 2,5 milliards en 1971 plus que la somme des deux suivants : Pakistan et Mexique) pour des travaux sur le bassin de l'Indus. Mais alors que l'Inde ayant sur conseil de la banque, dévalué la roupie comme condition pour obtenir des prêts, s'en suit 2 années de

sécheresses qui force l'importation massive de nourriture donc à prix fort, avec recession, résultat désastreux des conseils de la banque, et lorsque que G.D. Woods quitte son poste il n'était plus populaire là-bas.

■ En 1968 L. Johnson a nommé **R.S. McNamara**, ancien de Ford Motor, et qui passe du jour au lendemain de la « gestion » de la guerre du Vietnam, il était *Secretary of Defense*, à 13 ans de présidence de la World Bank qui a toujours annoncé vouloir aider les pays pauvres, le site de la World Bank ne parle que de ça. Il y reste jusque 1981.

- Une partie, qui sera toujours minoritaire dans l'activité de la banque même si c'est la seule qui est inévitablement citée dans les médias, ira à aider des pays qui sont pauvres et dont l'élite est prête à accepter les conditions de la banque/FMI (capitalisme "civilisé").
- Pour le Chili, dès l'élection de S. Allende en 1970, les États-Unis bloquent tout prêt de la World Bank. Ce blocage sera levé une fois la junte militaire du gl. A. Pinochet installée.
- "Agences spécialisées de l'ONU" ? *International Bank for Reconstruction and Development* ?, mais cela ne sera pas pour le Vietnam une fois la guerre terminée sur son sol. Il n'y aura pas un centime d'un organisme comme World Bank pour déjà la bonne raison que pendant presque vingt ans l'administration américaine a fait imposer un embargo sur le Viêt Nam interdisant toute aide occidentale.

Les besoins étaient immenses : pour le nord dont la superficie n'est guère plus que 1/4 de la superficie française : « *A la fin de la guerre du Viêt Nam, 7 millions de tonnes de bombes avaient été lâchées sur le pays, plus de trois fois le tonnage utilisé en Europe et en Asie durant la seconde guerre mondiale.* » (Bouny 2010, p. 27), et pour le Sud de vastes zones de campagnes sont atrocement contaminées par la dioxine de l'agent orange ([là](#)), cela sous commandement notamment de celui qui va être président de la World Bank de 1968 à 1981.

▪ Au nom de la lutte contre le communisme : "*.. permettait aux prêteurs majeurs de renforcer d'ancien liens coloniaux... Les cas extrêmes dans ce sens sont l'aide donnée au Nicaragua sous Somoza, aux Philippines sous Marcos, et au Zaïre sous Mobutu. Dans ces cas, l'IMF et la World Bank ne prêtaient pas sur une base économique technique ou de développement. Ils suivaient plutôt la directions de leur principaux actionnaires, qui permettaient aux dictateurs d'amasser de vastes fortunes personnelles en laissant derrière des charges invalidantes de dettes que ces pays appauvris ont été forcés à rendre par la suite.*" (Woods 2006, p. 153).

▪ Guerre à la croissance de la population, un thème particulièrement cher aux grosses foundations US, alors Ford et Rockefeller, qui poussaient dans ce sens depuis longtemps et donc la World Bank pareillement. Celle-ci accorde des dizaines de millions de dollars pour des campagnes de stérilisation en Inde. En juin 1975, Indira Gandhi, Première Ministre, suite à contestation et même un jugement contre elle sur les conditions de sa victoire électorale déclarée en Uttar Pradesh déclare l'État d'urgence (maintenu jusqu'au 21/03/1977) lui donnant des pouvoirs dictatoriaux, avec des emprisonnements de l'opposition (des milliers), privations de libertés, censure sévère... C'est avec la force et sous le couvert de cette état d'urgence que, sur pas tout à fait deux ans, 11 millions de personnes (essentiellement en Inde du Nord, notamment dans le Bihar) vont être stérilisées de manière quasi-obligatoire dans des centres provisoires spéciaux, voir camionnettes, pris par la police ou sous peine de privations sans même connaître rien de leurs vies. Le gouvernement demandait du chiffre et il n'était guère tenu compte des conditions sanitaires non plus (comme pour la la stérilisation des instruments, le manque de compétence, aucun suivi évidemment...) conduisant à des sortes de viols et plusieurs milliers de décès par infections, notamment pour les femmes. Il y a eu plusieurs cas de résistance où la police a tiré sur un village avec des dizaines de tués (ce qui ne sera su que après 1977). Plus d'hommes ont été pris, par vasectomie, que de stérilisation féminines (tubectomies), le rapport a été 1:1 en 1975 et 3:1 en 1976, avec comme inévitable point commun pour les deux sexes, leur pauvreté. A ce moment Robert McNamara félicitait Indira Gandhi : « *Enfin, l'Inde commence effectivement à s'occuper du problème de sa population* » (Vox, 05/06/19, [là](#)). Le président Lyndon B. Johnson, qui menait la guerre au Vietnam avec McNamara, avait même menacé de refuser une aide alimentaire déjà à l'Inde en 1965, alors menacée de famine, si elle n'acceptait pas de faire des campagnes de stérilisation. Et cela se faisait mais a été brutalement et massivement imposé en profitant de l'état d'urgence. Cette brutalité sur l'intimité des personnes a été si détestée en Inde que l'idée de planning familial en a souffert longtemps.

▪ La World Bank soutient les déplacements de population. Elle le finance au milieu des années 1970 en Indonésie : le *Transmigration project*.

Dans les années 1960 Soekarno après avoir été chef de file des non-alignés (organisateur de la conférence de Bandung qui condamnait colonialisme et impérialisme) dirige le pays en une alliance de partis qui

inclue le PKI, parti communiste indonésien. Cela inquiète beaucoup les États-Unis (leur dit "effet domino") au moment où ils deviennent très agressifs sur le Vietnam. En août 1964 c'est les dits "*incidents du golfe du Tonkin*" qui démarrent la guerre du Vietnam, mais dont les *Pentagon Papers* en juin 1971 révéleront que c'était une fabrication, il n'y a pas eu d'*incident du Tonkin*. Pas très loin de là, en Indonésie, l'ambassade US commence à établir des listes de communistes, qui vont servir. En 1965 le général Suharto prend le pouvoir et s'en suivra un massacre des communistes (500 000 tué-e-s est le chiffre le plus bas cité dans la littérature). Pour les USA le gl. Suharto est "*notre homme*" qui va avoir le soutien qu'il veut. En 1969 Suharto envahit l'Ouest de la Nouvelle Guinée contre une résistance locale, et il pousse à une émigration des îles centrales pour y assurer leur contrôle. La World Bank suit, en 1975 elle accorde \$ 1 milliard sur 10 ans pour ce mouvement de population (dit être de 3,5 millions de personnes sur 15 ans). Les critiques disent qu'avec Suharto, une partie des prêts de la Bank part en corruption.

- Dans les années 1970 la banque triple ses levées de fond (obligations sur les marchés privés du Canada, de la Suisse, de la Grande Bretagne, de l'Allemagne, de la Hollande, l'Italie et la Suède). "*L'activité des banques était alimentée par leur désir de recycler les surplus de l'OPEC de manière profitable;*" (Woods 2006, p. 47).
- Pendant la période J. Carter (1977 -1980), plus généreuse, l'IDA est aussi mis à contribution (25 % des prêts).
- Mais lorsque en 1979, la banque fédérale US monte ses taux d'intérêt de nombreux pays emprunteurs vont être en difficulté pour payer leurs remboursements, ceux de la World Bank et d'autres emprunts qu'ils ont fait avec des banques privées.

■ 01/07/1981 (à juin 1986), R. Reagan nomme **Alden W. Clausen**, directeur de la Bank of America (une des plus profitable alors) un grand libéral, partisan de la compétition du marché libre, et du secteur privé. Il favorise les prêts pour des barrages (il voulait aussi pour le pétrole mais c'est bloqué par les pétroliers US). Il fait des prêts communs avec des banques commerciales et à taux d'intérêt révisable tous les 6 mois. Les fonds IDA sont diminués par administration Reagan bien que l'Afrique sub-saharienne souffre. A.W. Clausen a augmenté le nombre d'expert-e-s pour le conseil aux gouvernements. Il retournera de suite à la Bank of America.

▪ Au Brésil sous gouvernement militaire, le "*plan Polonoroeste*" (c'est la zone formée de la province Rondonia et du Nord du Mato Grosso contre la Bolivie) : \$ 1,5 milliard pour 1500 km de routes goudronnées et implantations aidées de personnes sur cette zone peu peuplée alors, plan qui était en esquisse depuis la présidence R.S. McNamara, est mis en œuvre par la World Bank-Clausen en 1981 (projet de déplacement de population comme cela était déjà fait en Indonésie).

Quelques 150 000 "immigrés" y tenteront leur chance. Au Polonoroeste c'est le Far-Ouest s.s., trop de monde pour les prêts à l'implantation, insécurité, les routes sont de suite utilisées pour l'exploitation forestière sauvage, les territoires des tribus amérindiennes protégés ou pas sont envahis, les bons sols sont pris par de gros exploitants. Il résulte que nombre de nouveaux arrivant vivent dans la solitude, dur travail, déboisement qui ne leur sert à rien parce le sol qu'il leur reste est pauvre, pas de médecine, pas de magasin, pas de marché pour vendre. La situation devient telle que la banque finira par suspendre le financement punitivement (en mars 1985, aidé pour ce faire par quelques fuites volontaires via la grosse ONG US EDF qui fait connaître des faits au congrès), mais financement qui reprend vite quelques mois plus tard suite à quelques promesses du gouvernement brésilien.

▪ Automne 1982 Crise financière, Mexique, puis Amérique du Sud et Afrique. De nombreux pays emprunteurs ne peuvent plus rembourser leurs emprunts à des banques privées. Il y avait eu beaucoup de prêts dans les années 1970 par la disponibilité des pétrodollars que les banques cherchaient à valoriser. En 1982 l'*US Federal reserve Bank* (Paul Volcker) augmente ses taux d'intérêt (il est donc intéressant d'aller placer de l'argent là-bas qui rapportera plus, c'était voulu pour le complexe militaro-industriel). Les autres grands pays suivent pour éviter une fuite des capitaux vers les USA. Or les prêts aux pays en développement étaient liés au taux d'intérêt anglo-saxons. A cette époque le prix des matières agricoles brutes avaient déjà baissé, puis c'est le pétrole (pour le Mexique). Les pays emprunteurs sont pris à la gorge.

Intervient alors le FMI qui fait des prêts pour payer ces dettes mais en entrant dans les pays avec des conditions drastiques de restructurations. Les pays peuvent alors continuer à payer leur remboursements mais en s'endettant encore plus. Pour les banques prêteuses par contre tout va bien, car sans le FMI ça les aurait mis en difficulté elles aussi. Ce sont les populations in fine pour qui les conditions de vie se détériorent pour payer des dettes qui ne leur profitent pas.



### - Le Mexique et son élite financière made in USA

Le Mexique est un pays important collé à la frontière Sud des USA, qui sont donc sensibles à son état économique et social. La crise de 1982 l'a poussé vers le FMI et le gouvernement américain. En même temps est élu Miguel de la Madrid avec un cabinet de jeunes technocrates néolibéraux (Jesus Silva Herzog), en partie formés dans des universités américaines. Les portes, presque fermées jusque là, s'ouvrent pour la World Bank dans ce pays. Elle profite de cette nouvelle situation pour faire un lobbying intense en faveur de la libéralisation du commerce, affirmant que ça réduirait l'inflation, et qui, si elle acceptée ouvre la porte à des prêts immédiats. La banque centrale du Mexique était du côté de la World Bank, court-circuitait la résistance du Ministère du Commerce. La libéralisation a lieu en 1985. Cela, avec une nouvelle baisse du prix du pétrole, détruit rapidement des petits commerces. Le gouvernement mexicain s'est raidi et a réactivé un groupement de pays endettés d'Amérique latine. Aussitôt les demandes des World Bank-FMI se sont adoucies (mais sachant que les technocrates libéraux mexicains étaient toujours en place). En 1988 Carlos Salinas de Gortari, diplômé en économie de Harvard, qui connaît fort bien le monde de la haute finance, est élu président du Mexique. De suite les USA annoncent un prêt de \$3,5 milliards remixé aussitôt avec FMI/World Bank en un prêt global de \$4,1 milliard plus un crédit de la World Bank de ~ \$ 2 milliards, le tout en un temps record (et contraire aux règles internes de la Banque). Avant même sa prise de fonction, C. Salinas et sa future équipe économique ont eu un séminaire dans un lieu discret organisé par la World Bank, resserrant les liens personnels qui dès lors comptent bien plus que l'écrit. Presque tous les postes "qui comptent" du nouveau gouvernement vont à des diplômés de Yale, ou du MIT, d' l'Université de Pennsylvanie. Par la suite les rencontres (ministre des finances Pedro Aspe ainsi que le chef de la Banque centrale brésilienne) avec FMI/World Bank, même celles légitimes, se font non seulement sans que la presse puisse le savoir, mais mêmes d'autres collègues du gouvernement jugés pas assez souples. L'agriculture restée domaine national protégé succombera à son tour en 1988-89. C. Salinas et son ministre des finance P. Aspe y ont mis de jeunes technocrates (comme Luis Tellez dont on disait dans les couloirs de la World Bank, qu'il ne savait pas la différence entre le blé et le maïs) qui ont été formé par la World Bank dans la plus grande discrétion, à Washington D.C. et au *Wisconsin Land Tenure Center*. Suivront plusieurs prêts de la World Bank (en coopération avec la *Inter-American Development Bank*) pour la réforme de l'agriculture (prêts qui, un fois enclenchés, faisaient de ces réformes une obligation). En 1994, World Bank/FMI montraient le Mexique comme "cas exemplaire". Le Mexique devient membre du NAFTA. A ce moment le Chiapas tout au Sud, se soulève contre le gouvernement et, suite à un changement du taux de change, ce qui dans cette nouvelle économie ouverte est immédiatement puni par le marché, en quelques semaines le Mexique est à la limite de ses possibilités de paiement. La relation étroite avec FMI/World Bank reste, qui accordent de suite un "*rescue package*", avec dévaluation, etc. Suit une explosion d'opposition, de révélations de corruption, drogue, meurtres... des millions de Mexicains doivent se serrer la ceinture. Une nouvelle administration mexicaine est amenée au pouvoir par ces évènements en 1995. Rapidement le PRI, parti des technocrates au pouvoir (depuis 1917), chute électoralement. Cependant le petit groupe de technocrates gardera le Ministère de l'économie, sans avoir les mains aussi libres. Des nouveaux prêts reprendront à la mi 1999 (de la World Bank, FMI, Inter-American Bank et Eximbank), (Woods 2006, p. 84 - 103).

■ juil 1986 (à août 1991) **Barber Conetable** nommé aussi par R. Reagan, un Républicains diplômé en droit, qui a choisi la politique, avec 20 ans d'expérience au congrès sur les problèmes budgétaires. Le contrôle de la croissance de la population est mis à l'agenda. Le IFC, *Internal Finance Corporation*, le bras du secteur privé de la banque, se développe (+ 25 %, soutien d'initiatives privées).

▪ Affaire qui a été médiatisée : En 1985-86 prêt de \$ 350 millions pour le barrage Sardar Sarovar (retenue longue de 200 km sur 1,7 km) pour eau, l'irrigation et l'électricité, qui déplacerait entre 40 000 et 85 000 familles, centaines de milliers de personnes (ce qui avait été très minimisé au départ), essentiellement des Adivasi (groupe indigène). En 1990 une résistance s'était levée contre le projet avec l'indienne Medha Patkar qui mène une campagne qui s'internationalise. Le gouvernement indien pratiquait la répression. Finalement, l'affaire montant dans des pays occidentaux, y compris USA, la World Bank (L. Preston) arrêtera le prêt en 1993 (d'un prêt total de \$ 450, \$150 n'avait pas été versés et ne le seront pas). Le retrait définitif de la World Bank du projet est de 1995. Le gouvernement indien préférerait reprendre les rennes nationalement ([là](#)).

▪ Au Brésil, le financement du plan Polonoroeste a continué jusqu'en 1989. Il y a eu quelques améliorations mais cela reste globalement une zone d'implantation extrêmement inégalitaire avec destruction de sociétés amérindiennes et défrichages massifs qui servira finalement à de gros éleveurs, couvert par la bénédiction, et finance, de la World bank.

- prêt \$ 1,25 milliard à l'Argentine (Raul Alfonsin, élu en 1983) en 1988 qui a une dette abyssale
- De 1987 À 1995 La World Bank arrête presque complètement les (modestes) prêts normaux à l'Afrique subsaharienne qui n'est plus capable de rembourser. L'IDA (les prêteurs qui décident) prend la relève (Woods 2006, p. 148) et c'est sous des conditions strictes (dépenses divisées par 2, privatisation comme le téléphone en Côte d'Ivoire, de l'agriculture en Zambie qui n'a pas d'infrastructures, ou privatisations au Cameroun qui profitent à quelques favorisés...) et dont une partie servait d'abord à rembourser la dette des emprunts (normaux) antérieurs. Il était impossible à ces pays de décoller dans ces conditions. En fait la raison essentielle des difficultés de ces pays exportateurs de produits bruts (ex. cacahuètes pour le Sénégal, café et cacao en Côte d'Ivoire et Ghana) est la variations des cours de ces produits sur le marché mondial. De plus le franc-CFA de l'*Union Monétaires Ouest-Africaine*, était surévalué et la France refusait qu'on touche à ça..

- sept 1991, George Bush a nommé **Lewis Preston**, qui était Président de la banque J.P. Morgan Guarantee et de General Electric, qui décède d'un cancer en 1985 puis....

- juin 1995 (jusqu'à mai 2005) B. Clinton nomme **James D. Wolfensohn**, banquier d'affaire d'origine australien (nationalité américaine en 1980) aussi un partisan de libéralisation et dérégulation (à ses cotés dans sa firme d'investissement il avait Paul Volcker, l'ancien président de la US *Federal Reserve Bank*, FED, et J.D. Wolfensohn rejoindra la CityBank ensuite tout en recréant une firme à son nom et travaillera avec Condoleezza Rice). "*James Wolfensohn a créé une société avec Rothschild (la Rothschild, Wolfensohn & co), a travaillé avec Salomon Brothers, Schroder Banking Group, Darling and co. et a également fait partie de la Rockefeller Foundation et du Population Council.*" (Bureau d'étude 2015, p. 21).

- Russie

La Russie de **Boris Eltsine** devient membre de la World Bank et de l'IMF en 1992, le FMI commence par accorder un prêt de \$ 1 milliard, et la World Bank un de \$ 600 millions en 1992 puis de nouveau \$ 1,5 milliard chacun fin 1993 puis \$ 600 millions par la Bank en 1995 puis d'autres encore, et pour le FMI \$ 10 milliards début 1996. FMI et World Bank poussent et aident des *réformateurs* (comme Yegor Gaidar) pour faire passer sur le champs à l'économie capitaliste (secteurs du pétrole, banques, autoroutes notamment) et les 2/3 de l'économie étaient déjà privatisés en juin 1994, en bonne partie pour des gens de l'intérieur. Fin 1995, pour trouver le support d'une élite pour la prochaine élection B. Eltsine privatise encore (mines, industrie) transférant des avoirs précieux de l'État à des oligarches ou groupes financiers (prêts contre actions). Devant la crainte d'une victoire du candidat du parti communiste G. Zyuganov, afin d'accroître les chances de B. Eltsine, en 1996 l'IMF offre un nouveau prêt de \$ 10 milliards sur 1996-99. De son coté la World Bank attribue \$ 4,5 milliards pour entre 1997-99 pour le secteur du charbon notamment et qui va directement au ministère des finances. B. Eltsine remporte les élections et deux grands oligarches, Boris Berezovsky (pétrole, médias) et Vladimir Potanin (banque, téléphone, mines) qui ont profité des nationalisations entrent dans le gouvernement avec des *réformateurs*. Le contrôle d'entrée des capitaux extérieur est alors supprimé et il y a un moment de forte spéculation. En 1998, le FMI annonce un nouveau prêt de \$ 17 milliards, incluant la World Bank et le Japon. Mais mi 1998 c'est la crise financière, fuite des capitaux, chute du rouble, l'économie est tombée très bas jusqu'à amener la pauvreté en 1999. Cette année là les importations de la Russie sont comparables à celle de la Belgique. Celui qui a été choisi par l'Occident B. Eltsine se retire de la politique en désignant V. Poutine comme successeur, qui gagne les élections en 2000. V. Poutine réussit à (r)établir la collecte de taxes sur les grosses entreprises qui a été gravement déficiente sur ces années 1990 et deux des plus grands oligarches qui avaient beaucoup profité du basculement de type d'économie sont écartés, B. Berezovsky (qui préfère quitter le pays) et Vladimir Gusinsky (banque), d'autres sont restés, avec un rapport différent au gouvernement. Puis, retrouvant une certaine stabilité politique, et grâce à l'augmentation des prix du pétrole, la Russie rembourse ses dettes. (Woods 2006 p. 107 - 140). Et du coup, par la suite "*certaines fractions de classe entendent bien conserver leur contrôle sur les entreprises d'État. En Russie la récente arrestation du magnat du pétrole Mikhail Khodorkovsky (qui avait revendu ses actions dans Yukos à Rothschild) montre bien que Vladimir Poutine tient à conserver les conditions de reproduction de son clan (un autre exemple est la détention de Vyacheslav Sheremet, premier-adjoint au président de Gazprom et PDG de Sibur, et son remplacement par le "poutiniste" Alexei Miller).*" (Bureau d'étude 2015, p. 21).

- le Vietnam est accepté comme membre de la World Bank.

- L'Asie du Sud Est et Bretton Woods

En juillet 1997 la crise économique démarre en Thaïlande (General Chavalit Yongchaiyudh depuis nov 1996) lorsqu'elle a laissé flotter sa monnaie par rapport au dollar qui a entraîné une série de dévaluation et fuites de

capitiaux, Indonésie, Philippines, Malaisie (premier ministre Mahathir bin Mohamad qui ne voudra pas du FMI et s'en tirera mieux), un peu après la Corée du Sud.. et qui contaminera la Russie et le Brésil. Considéré comme miracle économique beaucoup d'investisseurs avaient prêté les années précédentes en dollars sur le court terme aux compagnies de ces pays qui alimentaient le monde en produits peu chers. Avec leur monnaie qui perd moitié de sa valeur, ces compagnies se trouvent face à d'énormes dus. C'est encore une crise démarrée par le secteur finanço-bancaire.

Plusieurs se tournent vers le FMI qui donne le feu vert pour \$ 20 milliards pour la Thaïlande, \$ 40 milliards pour l'Indonésie de Suharto, \$ 59 milliards pour l'alliée Corée du Sud, en imposant ses conditions standard habituelles, autoritaires et intrusives : néolibéralisme jugé apolitique (i.e. affaiblissement du gouvernement), laisser chuter le non rentable, austérité fiscale, réduction des dépenses publiques (arrêt de subvention à l'essence et l'électricité dont le prix monte de 70 % d'un coup, aussi le prix des produits de première nécessité), taux d'échange fixe élevé avec ouverture d'acompte capital... tout ça sur un intervalle de temps extrêmement court. La World Bank aide le FMI.

Cela prolonge et intensifie la crise. Le FMI tourne une crise bancaire en une crise sociale. Alors qu'il y a des protestations pacifiques dans les universités depuis une paire de mois, six étudiants non armés de l'Université Tristakti sont tués par l'armée. C'est ce qui a démarré la violence. Le lendemain Jakarta s'enflamme, on s'en prend aux entreprises bien connues des enfants de Suharto, aux chinois (qui sont souvent ceux qui ont les commerces) les plus riches. Il y a un cas d'une unité de la marine, leurs armes automatiques dans le dos, qui marche le long des manifestant-e-s annonçant limiter leur tâche à éviter les vols et la casse. Mais Djakarta est grand, 10 millions d'habitant-e-s. La police anti-émeute elle est violente et tire sans cesse à balles en caoutchouc qu'on entend au loin. On compte au moins des centaines de tués. Plusieurs centres commerciaux à divers endroits de l'agglomération sont dévalisés, l'un se terminant en ajoutant une tragédie, celui de Yogya Plaza Klender, 400 surtout adolescents ont péri au premier étage dans un tel centre en feu.

Une petite semaine et Suharto, le très longtemps homme de confiance des américains, celui qui a éradiqué le communisme dans les îles de la Sonde dans un immense bain de sang lorsque la guerre du Vietnam démarrait, maintenant 76 ans, est contraint de démissionner, y compris face à l'armée.

La conclusion à peu près générale d'un côté comme de l'autre est que le FMI a fait plus de mal que de bien et son manque de transparence dans les prises de décisions a été souligné. Il était dirigé alors par le français Michel Camdessus, science Po-énarque ancien directeur du Trésor et de la Banque de France.

Depuis les pays du Sud-Est asiatique se protègent des aléas économiques en accumulant leurs propres réserves, ignorent les FMI/World Bank. Ils voudraient autre chose que ce Bretton Woods américain (comme la Russie, après l'épisode Eltsine-agences Bretton Woods de très mauvaise expérience, partira de son côté).

- 1997, la World Bank fait un prêt de \$ 310 millions pour la construction d'un gazoduc de Rio Grande (proche Santa Cruz, Bolivie) à Campinas (proche Sao Paulo, Brésil), 1800 km, dont les principaux partenaires sont Petrobras, Enron et Shell. En Bolivie c'est le libéral Sánchez de Lozadah puis le militaire conservateur Hugo Banzer qui sont respectivement à la tête du pays et ont privatisé le pétrole, côté Brésil c'est F.H. Cardoso. La Bolivie était alors un des pays les plus pauvres à tous points de vues (le moins de médecins par % d'habitant-e-s, etc.). Le gaz privé s'écoule en 1999. Il faut dire Mark Malloch Brown est alors vice-président à la World Bank alors que juste avant il travaillait pour la firme de communication Sawyer-Miller Group qui s'est occupée de la campagne électorale de Sánchez de Lozadah, et on retrouve aujourd'hui Mark Malloch Brown à la Shell Foundation, entre autres.
  - A la fin des années 1990, pour accroître les possibilités, la World Bank accroît l'usage du co-financement et des trusts funds (des fonds externes confiés à la gestion de la banque). Dans ce cas les décisions de prêts deviennent bilatérales.
  - A une conférence de Madrid en octobre 2003, la World Bank a indiqué qu'elle affectait entre \$ 3 et 5 milliards à l'Irak sur 2004 à 2007, dont \$ 500 millions en IDA (qui ne sera conduit que si la sécurité le permet). Elle n'a pris cette décision que après que ce pays dans le chaos lui ait remboursé une ancienne petite dette de \$ 100 millions. La World Bank mentionne dans son rapport 2005 ([là](#) p. 35) que pour remettre en marche les infrastructures les plus critiques il faut \$ 36 milliards sur 2004-07.
- Rappelons que l'invasion de l'Irak s'est faite de mars à mai 2003 sous la conduite de George W. Bush (soutenu par Tony Blair) dont le *Deputy Secretary of Defense* grand avocat de cette guerre était Paul Wolfowitz qui va être le Président suivant de la World Bank (mais une victoire sur champs de bataille pour raison d'armement techniquement supérieur ne voulait pas dire que la résistance nationaliste était défaite). Dans son rapport 2005 la World Bank écrit que le revenu par habitant après ces événements est 1/4 de ce qu'il était 25 ans plus tôt, que presque 1/4 de la population est toujours hautement dépendante de rations alimentaires et que l'UNDPF estime que de 1/4 des enfants souffrent de malnutrition. Le taux de maladie est

très élevé comme dans les pays au niveau de qualité de l'eau et de conditions sanitaires le plus bas, mais ici comme conséquence de cette guerre (World Bank [là](#) p. 3; non mentionné est le problème sur la santé de l'uranium appauvri, métal très lourd, utilisé dans les munitions de l'armée américaines qui se volatilise à l'impact sur les zones de combat (par ex. Le Figaro International, T. Vey, 31/12/10, [là](#))).

Pour la World Bank le risque de ce prêt, bien qu'à un pays dont 1/4 de la population est en situation de survie, est zéro, car il s'y trouve du pétrole et les Américains ont pris à cette occasion le contrôle de l'argent du pétrole. Ils ont d'ailleurs toujours un certain contrôle sur ces pétrodollars en 2023 (J.P. Sereni, Orient XXI, 23/02/23, [là](#)).

■ mars 2005 (à 2007 où il devra démissionner pour cause d'avantages à sa petite amie dans la banque) **Paul Wolfowitz**, nommé par George W. Bush. C'est un adepte du leadership américain (USA seule puissance mondiale depuis la chute de l'Union soviétique). Il a été ambassadeur en Indonésie (où il a joué un rôle dans la privatisation du système bancaire), puis il a été (2001-2005) dans l'administration George W. Bush et a été architecte, et avocat, de l'invasion de l'Irak en 2003.

■ juin 2007 à 2012 : **Robert Zoellick** toujours nommé par Bush (salaire \$ 493 940 taxfree) ancien *chief of trade representative* (i.e. négocie les échanges commerciaux pour la Maison Blanche, pour expansion des grosses cibles US) de 2001 à 2005, membre du advisory council de WWF jusqu'en 2006, Vice-Président de Goldman Sachs en 2006 après avoir quitté l'administration Bush. Avant il était consultant rémunéré du Bureau de Enron (entreprise qui fait une faillite retentissante en 2005, avec comptabilité frauduleuse). C'est de nouveau un défenseur de la suprématie économico-militaire américaine (et a été partisan de l'invasion de l'Irak).

■ juil 2012 (à janv. 2019 où il démissionne), **Jim Yong Kim**, nommé par B. Obama (dont il fut un partenaire de golf), américain d'une famille immigrée Sud-coréenne (quand il avait 5 ans), étude médecine et anthropologie à Harvard où il a enseigné, a été conseiller OMS (avec support McArthur Foundation). Sur demande des prêteurs qui critiquaient les coûts, il a fait une réforme peu populaire dans la banque, organisation par thème plutôt que par région. Cela a beaucoup affecté le personnel et cette réforme sera abandonnée par la suite. Par contre il a réussi à lever des nouveaux investissements du secteur privé.

■ 2019, **David Malpass**, qui a été chef-économiste de Bear Sterns (la première firme à s'effondrer lors de la crise des sub-primes), puis sous-secrétaire du trésor pour les affaires extérieures (à ce titre présent aux G7 et G20, aux meetings annuels World Bank-IMF, et OCDE), nommé par D. Trump ([là](#)). Il a annoncé en fév. qu'il quittait sa fonction en juin 2023.

● Le 24/02/23, J. Biden propose Ajay Banga, né en Inde, diplômé de l'*Indian Institute of Management*, IIMA, Ahmedabad dirigé par l'un des "33" de Bangkok : voir à : P.R. Shukla. Il a ensuite travaillé 13 ans chez Nestlé, puis Pepsi-co, Pizza Hut et KFC pour leur implantation en Inde. En 2008 il émigre aux USA et à commencer 2010, devenu citoyen américain, il dirige Mastercard pendant 12 ans. Puis il passe vice-Président de *General Atlantic* une société financière américaine privée et est président de la International Chamber of Commerce. Il a été conseiller de B. Obama puis de Kamala Harris.

#### A-2-4. La World Bank dernièrement, le « climat »...

▪ La banque a plus de 10 000 employé-e-s dont 8000 sont en poste à Washington D.C. dans plusieurs bâtiments (nineteenth street, et le FMI, 2650 employé-e-s, est de l'autre côté de la route avec un tunnel piétonnier souterrain entre les deux), et elle a 2000 employé-e-s ailleurs dans le monde.

▪ Elle fait des prêts, pour \$ 10 milliards/an pour ~ 90 opérations sélectionnées, et offre un important service d'analyse et conseils (qui sert à d'autres agences onusiennes).

"En juin 2004, l'IBRD avait des prêts et cautions accordés d'une valeur de \$ 119,275 milliards. Elle a annoncé un revenu de prêt (frais et charges) de 4,403 milliards... et son revenu d'investissement était de \$ 304 millions." (Woods 2006, p. 197).

▪ En tant que "agence spécialisée" de l'ONU, la World Bank est génétiquement attachée déjà au *United Nations Development Program*, UNDP, créé en 1966 pour promouvoir développement et assistance technique : un distributeur de financements, et aussi de l'UNEP, comme de la FAO, Unesco... Mark Malloch Brown qui est à la World Bank de 1994 à 1999 (Dir. aff. ext. puis vice-président Ext. aff. et ONU) passe en juil. de cette année à président de l'UNDP, jusqu'à août 2005 où lui succède alors Kemal Dervis, lui aussi de la World Bank.

- On a vu que la World Bank était présente au workshop GIEC-IIASA 1992 pour 80 membres du jeune GIEC, encadré-e-s par 19 personnes de l'IIASA et en présence de loquaces membres de l'AIEA.
- En juin 1995, Maurice Strong, "Mr Rio-1992", avec tout le carnet d'adresses ONU, a été nommé conseiller principal du Président de la World Bank, alors le banquier d'affaires James D. Wolfensohn.
- Nicolas Stern, Phd d'économie d'Oxford, a été Chief Economist et Senior Vice President de la World Bank de 2000 à 2003 (présidence J. Wolfensohn).
  - Avant cela il était *Chief Economist* et conseiller du Président de la BERD/EBRD de 1994 à 1999 (l'énarque Jacques de Larosière promotionné sous Giscard, directeur du FMI de 1978 à 1987, de la BERD de 1993 à janv. 1998, l'allemand Horst Köhler lui succède en sept. 1998). C'est le moment du soutien de B. Eltsine par ces institutions bancaires occidentales qui poussent à une libéralisation-privatisation de l'économie Russe et de toute l'Europe centrale et Baltique en l'espace de quelques années. Ce travail était parallèle à celui de la World Bank/FMI qu'on a vu plus avant (sous L. Preston et J. Wolfensohn)
  - De 2005 à 2007 il était chef du Service économique du gouvernement Tony Blair dans quel cadre il établit le rapport de prospective climato-économique "*The Economics of Climate Change*", oct. 2006, 500p., qui a été très médiatisé, discuté au Sénat français, etc.. Par ailleurs "*The 2006 Energy Review included an explicit consultation policy towards nuclear power.*" (Birmingham Policy Commission 2012, p. 54). Cela précède de peu le huis-clos de Bangkok et l'une des "33" du document GIEC qui valide le nucléaire, Joyashree ROY, avait été invitée à Londres pour participer à la rédaction de ce rapport Stern prospective climato-économique.
  - Il a été élevé *Baron Stern of Brentford* en 2007.
  - N. Stern est président du *Grantham Research Institute on Climate Change* à la *London School of Economics* depuis sa création en 2008, sur financement privé de la *Grantham Foundation* de Boston. Cette Foundation a été et est alimentée par les profits de la fime de gestion d'avoirs *Grantham Mayo van Otterllo*, GMO, qui gère plus de \$ 100 milliards (comparable à la World Bank), dont le vieux englishman exilé co-fondateur en 1977, Jeremy Grantham, dit qu'il n'est jamais trop tard pour faire de l'argent. Aujourd'hui, ceux qui parient sur l'énergie "non carbonée" seront les grands gagnants annonce ce grand argentier des coups gagnants. **Il a investi massivement dans le lithium et le cuivre.** Parmi les membres du Bureau du conseil de ce *Grantham Research Institute on Climate Change* de la *London School of Economics*, on note Jennifer Morgan "*Co-Executive Director*" de Greenpeace, à coté de la *Qatar Foundation Endowment Fund*, de C. Roberts président de WWF-USA, etc.
  - N. Stern a été est dans les co-présidents de la "*Carbon Pricing leadership Coalition*", CPLC, avec P.R. Shukla un des "33" du huis-clos de Bangkok, 2 prof. de la Columbia university de New York, et dont Gerard Mestrallet, Président de Suez était l'un des deux co-président-e-s de la gouvernance. Le CPLC est une "**initiative volontaire**" lancée à la COP 21 à Paris par la haute élite (blanche sur la photo) qui veut une forte augmentation des "taxes carbone" tout de suite pour est-il dit le bien des pauvres du futurs. Le secrétariat du CPLC est administré par le groupe de la World Bank. En 2017 (Fig. A-2-1.) N. Stern et J. Stiglitz (économiste en chef de la World Bank de 1997 à 2000 juste avant N. Stern, puis à la Columbia University), P.R Shukla, Emilio Lèbre la Rovere (du GIEC, qui cotoie l'IIASA, dir. de thèse et collègue de S. Kahn Ribeiro une des "33" de Bangkok), Gaël Giraud (Normalien, these à l'X, conseiller de banques d'investissement de 1999 à 2004, Economiste en chef de l'Ademe à ce moment là, puis à Nantes, puis à Stellenbosch, et maintenant à l'université de Georgetown aux USA qui travaille avec l'US EPA et financé par l'entreprise *Agilent Technologie*), et d'autres... concluent que la taxe carbone (et aucun autre élément de la table de Mendeleiev) doit être montée à 50 à 100 \$ la tonne en 2030. Cependant le mot avion qui n'en n'ont jamais payé, n'en payent toujours pas et n'en paieront apparemment jamais, est absent du rapport ce qui est normal puisque le CPLC se définit basé sur la COP 21 qui avait exclu le transport aérien des sujets abordables.
  - Depuis 2017 Nicolas Stern est membre du Conseil économique de la Rockefeller Foundation.



Fig. A-2-1.

Dans le cadre d'une « initiative volontaire » nommée cplc, avec la World Bank, l'Ademe, le baron Nicolas Stern, PR Shukla un des « 33 » de Bangkok..., demandent l'augmentation de la taxe carbone pour ceux/celles qui en payent déjà (pas les avions évidemment)

▪ 2007 L'une des "33" du document GIEC-2007 qui rend le nucléaire désirable, Joyashree Roy, fait à cette époque (depuis 2006) des expertises pour la World Bank. D'autres des "33" : P.R. Shukla, D. Yande, O.R. Davidson aussi ont fait du conseil pour la World Bank.

Par ailleurs la World Bank figure parmi les sponsors d'organismes dans lesquels travaillent (ou dans C.A.) d'autres des "33" : *Carbon Trust Cie Limited* de M.J. Grubb, *International Energy Studies Group* de Berkeley de J.A. Sathaye, le CENEf de I.A. Bashmakov, Ecofys de P. Bosh, O.R. Masera, ...

▪ Autre des "33", Rutu Dave part faire une longue carrière dans le World Bank Group après le huis-clos de Bangkok.

▪ Et donc suite à la validation du document des "33" par le huis-clos GIEC de Bangkok-2007, la World Bank présente désormais une courbe unique pour la somme indifférenciée {nucléaire + énergies alternatives}, le "non carboné" étant traité désormais comme définition suffisante : **Fig. 1** en tête de ce document. C'est la définition que réclamait depuis longtemps un pays hautement nucléarisé comme la France.

▪ Malgré tout pendant ce temps là, Montréal ne manque pas de neige ([là](#)), les blizzards américains n'ont surtout pas disparus ([là](#)), en Asie des millions d'animaux meurent peut-être un peu plus du grand froid : [ici](#). Et le 04 février 2023, juste en face de l'Hôtel de **Bretton Woods**, sur le Mont Washington a été mesuré un "wind chill", effet calculé combiné du froid et du vent sur la peau de -78°C (-108°F) avec température de -44°C (-47°F), wind chill le plus froid jamais calculé aux USA ([là](#)).

▪ Par ailleurs aux Etats-Unis "Le ratio entre le salaire des PDG et des ouvriers qui était de 1 à 40 en 1970 est passé de 1 à 531 dans les années 90 tandis que 6 millions de personnes sont désormais privées de droit civique, un ordre de grandeur comparable à celui du temps des goulags dans les années 1950 en URSS." (Bureau d'étude 2015, p. 22).

## Bibliographie

- Bureau d'études 2015, "Un atlas des priorités", 66p, [http://reseauculture21.fr/wp-content/uploads/2016/07/Onomatopée\\_BureaudEtudes\\_txtFr.pdf](http://reseauculture21.fr/wp-content/uploads/2016/07/Onomatopée_BureaudEtudes_txtFr.pdf)
- Bouny, A. 2010, "Apocalypse Viêt Nam – Agent Orange", éditions Demi-lune, 400p. ([là](#)).
- Woods, N. 2006, "The globalizers : the IMF, the World Bank, and their borrowers", Cornell Univ. Press, 253 p.